

*l'Anti*capitaliste

BI CR 6^e CONGRES DU NPA L'ANTICAPITALISTE | AVRIL 2025



**SIXIÈME CONGRES DU NPA L'ANTICAPITALISTE -
TEXTES ADOPTÉS**

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| MESSAGES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES AU 6^E CONGRÈS DU NPA | 3 |
| ISO, Section allemande la IV ^e Internationale | 3 |
| Tendance programmatique IV ^e Internationale, Grèce | 3 |
| Solidarity, États-Unis | 4 |
| AntiCapitalist Resistance, Angleterre-Pays de Galles | 5 |
| SolidaritéS, Suisse | 5 |
| MOTION D'ORGANISATION DU CONGRÈS | 6 |
| TEXTES ADOPTÉS PAR LE 6^E CONGRÈS DU NPA | 8 |
| Situation : un capitalisme en crise et en mutation | 8 |
| Orientation : unitaire et révolutionnaire | 14 |
| Notre projet : l'écosocialisme ! | 17 |
| MOTIONS | 21 |
| Motion adhésion à la IV ^e Internationale | 21 |
| Motion sur la rentrée dans la jeunesse | 21 |
| Résolution Antiraciste | 21 |
| Motion « Développer notre intervention et notre implantation sur les lieux de travail » | 22 |
| Motion Commission cause animale n°1 : « Libérer tous les animaux sentients de l'exploitation capitaliste » | 24 |
| Motion Commission cause animale n°2 : « Végétalisation de l'alimentation » | 25 |
| Motions « Économie » | 25 |
| Motion 1 : Analyse critique des mesures économiques prônées par La France Insoumise et leurs limites structurelles dans le cadre du capitalisme | 25 |
| Motion 2 : Penser concrètement la socialisation de la production | 26 |
| Motion « Programme » | 26 |
| Motion « Pour une prise en compte de la mutation numérique du capitalisme » | 27 |
| Motion « Pour un parti antivaldiste ! » | 27 |
| Motion : « Pour un porte-parolat renouvelé et collectif » | 28 |
| Motion « Conflictualité dans le parti » | 29 |
| Motion de soutien aux victimes de violences sexistes et sexuelles adoptée par le 6 ^e congrès | 29 |
| Protocole de fonctionnement de la Commission Violences Sexistes et Sexuelles | 30 |
| DÉCLARATION DU 6^E CONGRÈS DU NPA L'ANTICAPITALISTE | 34 |

1 **MESSAGES D'ORGANISATIONS** 1
5 **INTERNATIONALES AU 6^E CONGRÈS DU NPA** 5

ISO, Section allemande la IV^e Internationale

10 Chères et chers camarades, 10

Votre 6e congrès se déroule dans une période de grandes turbulences.

15 Tant en France qu'au niveau international, les classes dirigeantes et leur personnel politique profitent des crises aiguës du système capitaliste mondial obsolète pour opérer un virage à droite très prononcé. Une fois de plus, le fascisme et le bellicisme impérialiste sont devenus des dangers réels. 15

20 Les attaques menaçantes contre nos bases vitales naturelles, contre les conditions sociales d'existence et contre les droits démocratiques de la grande majorité de l'humanité exigent un front large et déterminé de résistance anticapitaliste, antifasciste, antimilitariste et écosocialiste. 20

25 Les approches déjà existantes dans le monde du travail et les mouvements sociaux doivent être renforcées, mises en réseau et étendues. Face à ces énormes défis, les socialistes révolutionnaires sont particulièrement sollicités. 25

Nous devrions renforcer les échanges et la collaboration à niveau européen et entre nos organisations.

Nous souhaitons à votre congrès des discussions constructives et solidaires ainsi que des décisions qui vont de l'avant. 30

30 Nos vies valent plus que leurs profits! Vive la IVe Internationale! 30

Wilfried et Wolfgang, pour le secrétariat de l'ISO, Section allemande de la IVe Internationale, 25 mars 2025

35 35

Tendance programmatique IV^e Internationale, Grèce

40 Cher.es camarades, 40

45 Par ce message, nous vous transmettons les salutations de notre organisation, l'un des deux groupes de la section grecque de la IVème Internationale. Elle s'appelle Tendance Programmatique 4ème Internationale, le sigle en grec s'écrivant TPT, ce qui peut se prononcer Tou Pou Tou!... 45

Au delà du clin d'oeil (involontaire) à notre camarade Philippe, ce nom évoque un projet très clair : il y a quelques années, nous militions dans une seule organisation, OKDE Spartakos.

50 Mais au fil des ans, la situation y était devenue impossible : les camarades -majoritaires- se réclamant de plus en plus de liens avec Anticapitalisme et Révolution, oscillaient entre gauchisme et positions droitières, critiquant systématiquement l'orientation de la 4ème Internationale et surtout, ils et elles n'avaient que mépris pour les questions du Front unique, tout à fait centrales en Grèce avec le poids du stalinisme qui pèse malheureusement sur toute une partie de la gauche radicale et révolutionnaire. 50

55 Nous n'insistons pas : vous avez connu jusqu'à peu l'ambiance d'une organisation où le débat était impossible, les camarades en désaccord étant considéré.es par notre ancienne majorité en Grèce, et par votre ancienne minorité en France, comme des réformistes! 55

60 Nous avons donc été exclus de fait de cette organisation dont les fondateurs et fondatrices se trouvaient d'ailleurs plutôt dans nos rangs, et depuis ce moment, avec TPT, nous faisons un travail de diffusion des analyses de la IVème Internationale, travail indispensable dans une gauche campiste grecque dont certaines composantes souhaitent même ouvertement la victoire de Poutine contre le peuple ukrainien. 60

65 65

1 Et parallèlement, avec nos petites forces, nous nous sommes inséré.es dans la construction d'une organisation antica- 1
 pitaliste de plusieurs centaines de membres, Anametrissi, ce qui est indispensable pour peser vers des issues favorables
 dans les fréquentes mobilisations, comme celle qui a mis très récemment dans les rues de tout le pays au moins 1,5
 5 million de manifestant.es. C'est un travail plus difficile que ce que nous espérions, mais il faut savoir que militer dans la 5
 gauche grecque demande à la fois patience et fermeté sur nos principes, notamment celui du droit de tendance et donc de
 l'importance de pouvoir organiser de vrais débats sur la construction d'une organisation utile à la classe.

Aussi, c'est avec le regard d'une expérience commune et de différences qui nous rendent parfois rêveurs (la gauche
 10 française est ainsi aux antipodes de la gauche grecque sur le soutien à la résistance du peuple ukrainien !) que nous vous 10
 transmettons toute notresolidarité pour vos combats sur les divers fronts de lutte, fruits d'un militantisme ouvert qui est
 l'héritage de celui de la Ligue Communiste et de ses dirigeant.es, que nous avons toujours été très heureux d'accueillir en
 Grèce pour des meetings et des rencontres, comme c'est aujourd'hui le cas avec les camarades du NPA.

15 Nous vous souhaitons un excellent congrès, fécond et permettant d'offrir au mouvement ouvrier et à toute la gauche, 15
 en France et au-delà, des réponses communes pour parer aux attaques du capital et de l'impérialisme, sous toutes ses
 formes, notamment celles du danger fasciste.

Vive la solidarité internationale!

20 Recevez, cher.es camarades, nos très amicales salutations révolutionnaires. 20

Tendance Programmatique IVème Internationale, Athènes, le 26 mars 2025

25 **Solidarity, États-Unis** 25

Le comité nationale de Solidarity, section étatsunienne de la quatrième internationale vous envoi nos salutations révolu-
 30 tionnaires et internationaliste à l'occasion de votre congrès national. 30

Votre congrès se passe dans un moment très tendue pour les travailleurs/euses at opprimés/ées à travers le monde. L'as-
 35 sult genocidaire du gouvernement neo-Fascist de Netanyahu contre le peuple de Gaza continue tous azimuts. L'invasion 35
 de l'Ukraine par la Russie de Putin entre sa troisième année. En France la politique neo-libérale de Macron et Bayrou ainis
 que la banqueroute de la social démocratie prépare le terrain pour une éventuelle victoire du Rassemblement National.

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats unis renforce la tendance des regimes autoritaires comme celles en
 Hongrie, la Pologne, et en Inde.

40 Aux Etats unis Trump attaque les trans, abolissent les protections de l'environnement et des consommateurs/euses et donne 40
 feu vert à l'exploration pétrolière.

La politique des impôts de douane ne resoudera pas le problème de vie chère. Au contraire les foyers populaires verront
 le prix des denrées augmenter.

45 Trump a accordé à Musk le milliardaire le pouvoir de licencier des milliers des salariés/ées de gouvernement. Musk me- 45
 nace le système des retraités aux états-unis, la sécurité social et le système de santé publiques pour ceux et celles avec des
 revenus dessous la ligne de pauvreté, et les personnes âgées

50 En Europe les gouvernements faisant partie de l'OTAN profite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour augmenter les 50
 dépenses militaires.

Les raffles des immigrés et leurs transfert aux gèoeles horribles à El Salvador temoigne la barbarie de Trump.

55 Les menaces contre le Canada, Le Panama et le Groenland rappelles des pires moments de l'imperialisme. 55

Face aux ravages environnementales et sociales des gouvernements neo-libéraux et l'essor de l'extrême droite les orga-
 nisations révolutionnaires comme le NPA anticapitalistes jouent un rôle clé en prônant les tactiques de mobilisation de
 60 masse et de l'unité autour des principe de front unique. 60

Contre les politiques neo-libérales et neo-fascistes de Macron et Trump!

A bas l'OTAN!

65 65

| | | |
|----|--|----|
| 1 | Solidarité avec les peuples de l'Ukraine et de Palestine! | 1 |
| | Contre l'extrême droite et le neo-fascisme! | |
| 5 | Vivement la solidarité ouvrière internationaliste! | 5 |
| | Pour un monde Ecosocialiste! | |
| 10 | AntiCapitalist Resistance, Angleterre-Pays de Galles | 10 |
| 15 | Cher·es camarades | 15 |
| 20 | Je vous écris au nom de AntiCapitalist Resistance pour vous envoyer nos chaleureuses salutations à l'occasion de votre conférence et pour vous souhaiter beaucoup de succès dans vos discussions. ACR a rejoint la Quatrième Internationale lors du dernier Congrès mondial et nous connaissons l'importance de l'internationalisme pour notre combat mondial. La classe ouvrière ne connaît pas de frontières, nous ne connaissons que la solidarité ! | 20 |
| 25 | Ici, en Angleterre et en Cymru/Pays de Galles, nous sommes très occupés en partie par la solidarité internationale - sur la Palestine étant donné la dernière offensive génocidaire d'Israël contre Gaza ainsi que la répression à laquelle le mouvement de solidarité est confronté, et sur l'Ukraine où nous sommes fortement impliqués dans le mouvement de solidarité avec l'Ukraine, mais aussi en nous élevant contre l'augmentation des dépenses militaires. Dans le même temps, nous nous mobilisons contre l'austérité imposée par le gouvernement de Westminster, qui cible en particulier les personnes handicapées, tout en réduisant les budgets déjà très serrés des collectivités locales et de la fonction publique. | 25 |
| 30 | Nous savons qu'à l'heure où le monde se polarise, où le centre de la politique s'effondre et où l'extrême droite autoritaire gagne en puissance, nous avons désespérément besoin d'une force révolutionnaire écosocialiste dans le monde entier pour aider à coordonner la lutte et offrir une alternative à l'écocide et à l'autoritarisme. | 30 |
| | Salutations révolutionnaires | |
| 35 | Simon Hannah, secrétaire de la Résistance anticapitaliste | 35 |
| 40 | Solidarités, Suisse | 40 |
| | Chèr.e.s camarades de NPA-L'Anticapitaliste, | |
| | Recevez nos salutations solidaires et internationalistes de solidarités. | |
| 45 | Malgré nos réalités sociales et politiques différentes, nous vivons les mêmes politiques d'austérités, les mêmes attaques aux maigres conquêtes sociales, les mêmes attaques contre la lutte et revendications du mouvement féministe, le même racisme institutionnel, les mêmes politiques climaticides de nos gouvernements, les mêmes politiques militaristes et de course au réarmement.... | 45 |
| 50 | Dans ces moments sombres que nous vivons un peu partout : invasion d'Ukraine, génocide à Gaza,.... qu'existent des organisations comme le NPA-l' Anticapitaliste, est un outil fort nécessaire. La solidarité et la collaboration entre les organisations anticapitalistes internationales sont plus nécessaires que jamais. | 50 |
| 55 | Nous espérons que vous aurez un bon congrès et que vous sortirez de celui-ci plus forts. Nous avons besoin de vous. Nous nous réjouissons de continuer à collaborer avec vous. | 55 |
| | Vos combats sont le nôtres. | |
| 60 | Vive le NPA-l'Anticapitaliste | 60 |



1 MOTION D'ORGANISATION DU CONGRÈS 1

DATE ET LIEU DES TRAVAUX NATIONAUX

5 Les travaux nationaux du 6e congrès du NPA ont lieu les vendredi 28, samedi 29 et dimanche 30 mars 2025 à l'AGECA 5
(Paris 11).

ORDRE DU JOUR DES TRAVAUX NATIONAUX

10 Sur la base de la proposition envoyée sur la liste du CPN, la commission d'organisation du congrès a pour mandat de pro- 10
poser l'ordre du jour du congrès national. Celui-ci contiendra au minimum différents temps de présentation, discussion et
votes sur les textes soumis au vote obligatoires des AG, ainsi que l'élection du CPN, de la CM et de la CVSS.

DATES ET LIEUX DES AG LOCALES ÉLECTIVES

15 Afin que le débat soit riche et pluraliste, les comités sont invités à se regrouper en AG au niveau « fédéral » et pour les 15
grosses « fédérations » de manière à réunir au moins 30 cotisantEs. En dernière instance, il convient de favoriser la partici-
pation du maximum de militantEs.

Les AG locales électives se réuniront en présentiel entre le lundi 3 mars et le dimanche 23 mars.

ORDRE DU JOUR DES AG LOCALES ÉLECTIVES

20 L'ordre du jour proposé pour les assemblées électives locales sera élaboré par la commission d'organisation, puis sera 20
envoyé avec le bulletin papier dans la semaine du 10 février.

Un modèle de PV des votes pour les assemblées électives locales sera adressé aux comités au plus tard le 24 février avant
les premières assemblées électives. Il comportera la liste des votes obligatoires, ceux-ci devant donner lieu à débat. Lors de
ces AG, des amendements ou motions pourront être proposés en vue d'un travail au niveau national.

DATES ET LIEUX DES AG LOCALES DE DÉBAT

25 Au moins une AG de discussion doit se tenir avant l'AG élective. Ces AG doivent si possible se tenir selon le même péri- 25
mètre afin de permettre la continuité des débats.

30 Leurs dates et lieux précis doivent être communiqués à la commission d'organisation du congrès au plus tard le 1er mars 30
et dans tous les cas au moins 1 semaine avant leur tenue.

DÉFRAIEMENT POUR LA PRÉSENTATION DES TEXTES

Un budget est prévu pour financer les déplacements nécessaires pour les camarades qui sollicitent la présence de
membres de la direction.

COMMISSION D'ORGANISATION DU CONGRÈS

35 Une commission représentative des différentes sensibilités, autour des fenêtres notamment, est mise en place. Elle a 35
pour tâche de vérifier que des AGs se tiennent partout dans les conditions indiquées ci-dessus. Elle sera l'interlocutrice
pour répondre aux questions d'organisation des AG locales pour les comités et les fédérations.

BULLETINS DE DISCUSSION

Des bulletins de discussion sont mis à la disposition de tous les membres du parti.

Un bulletin regroupant les propositions de textes et contributions issus du CPN des 1er et 2 février 2025 : date d'envoi
vendredi 7 février.

45 Un bulletin papier et électronique récapitulant l'ensemble des textes soumis au vote des AG locales, ainsi que l'ordre du 45
jour du congrès : dans la semaine du lundi 10 février.

Un bulletin de discussion n°1 : date limite de réception des textes mercredi 19 février, date d'envoi vendredi 21 février.

Un bulletin de discussion n°2 : date limite de réception des textes vendredi 28 février, date d'envoi dimanche 2 mars.

DROIT DE VOTE

50 Auront le droit de vote pour le congrès et les assemblées électives locales, l'ensemble des militantEs à jour de toutes leurs 50
cotisations, à la grille, mars 2025 compris.

Les nouveaux membres qui auront adhéré au plus tard au 1er janvier 2025 et ayant participé à au moins une réunion avant
l'AG élective, pourront participer à ces votes.

55 Un tableau de suivi des effectifs et des cotisations devra être transmis au trésorier fédéral ainsi qu'à la trésorerie natio- 55
nale et à la commission d'organisation du congrès au plus tard fin février 2025. Chaque militantE doit être identifié par un
prénom, des initiales, ou un pseudo.

PROCURATION

60 L'exigence d'un débat démocratique implique de restreindre la possibilité de procuration. Sauf exceptions validées par le 60
congrès local, seulEs les militantEs ayant participé au moins à l'un des débats de préparation du congrès pourront y avoir
recours.

Les motifs de procuration sont le déplacement prévu de longue date, l'activité professionnelle, les raisons de santé, les
tâches militantes ou la garde d'enfants ou de personnes non autonomes. Les comités sont incités à prendre collectivement

- 1 en charge la question des gardes d'enfants. 1
 Pour être valide, la procuration doit comporter des indications précises de vote et doit être acceptée par le congrès local.
 Un modèle sera envoyé avec le PV des votes.
- 5 **SYSTÈME DE DÉLÉGATION** 5
 Le nombre de délégués est fixé, pour chaque plateforme (nationale ou locale), selon le nombre de votants pour la plateforme en question, à raison de 1 délégué pour 7 votantEs et 1 par reste de 4. Ainsi, si une plateforme recueille entre 4 et 10 voix, elle a 1 délégué, entre 11 et 17, 2 délégués, etc. Les restes (forcément égaux à -3, -2, -1, 1, 2 ou 3) seront comptabilisés nationalement (pour les plateformes nationales) et donneront droit, en cas de somme positive, à des délégués supplémentaires selon la même règle. En cas d'absence de plusieurs plateformes, les délégués sur les restes seront choisiEs au consensus par la commission d'organisation du congrès. 10
 En cas d'absence d'unE déléguéE au congrès national (cas de figure qui ne peut être qu'exceptionnel et régi par les motifs de procuration), les voix sont comptabilisées dans les restes nationaux. Les AG électives peuvent désigner des délégués suppléantEs qui ne participeront au congrès qu'en cas d'absence du titulaire.
 15 Dans le souci de faire de notre congrès un moment d'élaboration collective, il appartiendra aux AG locales qui éliront les délégués de veiller à la juste représentation des différentes opinions qui se seront exprimées sur des questions qui ne font pas l'objet d'une plateforme particulière. 15
 Les AG veillent à la parité des délégations.
- 20 **ORGANISATION DES TRAVAUX NATIONAUX** 20
 A l'ouverture du congrès, un bureau de congrès sera élu par les délégués. Cette élection devra prendre en compte de manière équitable les différentes plateformes et autres courants d'opinion qui seront apparues lors des assemblées électives. Ce bureau de congrès aura à charge d'organiser les débats (introductions et conclusions, répartition des temps de parole) ainsi que le travail des différentes commissions.
 25 Le congrès est l'occasion d'un travail collectif de discussion et d'élaboration auquel l'ensemble des camarades doit pouvoir participer. Sur les différents textes, des commissions d'amendements travailleront le premier jour du congrès afin d'intégrer autant que possible les amendements issus des comités et des assemblées électives, avec la préoccupation également d'examiner les possibilités de convergence qui auront pu se dégager dans les discussions à partir des différents textes. 25
 À l'issue du travail des commissions, les amendements ou textes qui ne feront pas consensus en leur sein seront soumis à la discussion et au vote en assemblée plénière les jours suivants, selon des modalités à définir par le congrès lui-même en fonction de la nature et de l'importance des divergences, intervention « pour » et « contre » sur des amendements maintenus, ou temps de parole beaucoup plus substantiel en fonction des votes émis par les assemblées préparatoires sur des motions et des textes alternatifs. 30
- 35 **COMMISSION DES CANDIDATURES AU CPN, À LA CM ET À LA CVSS** 35
 Une commission des candidatures est élue par le CPN des 1er et 2 février.
 Dans la phase de préparation du congrès, elle est composée de camarades du CPN sortant et ouverte aux délégués qui le souhaitent dès le premier jour du congrès national.
- 40 **MODALITÉS DE COMPOSITION DU CPN** 40
 Concernant les modalités de composition du CPN, il est rappelé ci-dessous les éléments statutaires suivants :
 « Le Congrès élit à la parité un conseil politique national (CPN) représentatif du parti, de sa réalité géographique comme de ses commissions nationales, et de ses sensibilités politiques. S'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle »
 45 « Sur la base d'un travail préalable des comités, coordinations départementales et régionales visant à garantir une représentation correcte des régions et assurer la parité, les AG électives locales proposent des candidatures pour le CPN. Sur la base des candidatures proposées par les AG électives, la commission des candidatures fait une proposition au congrès en introduisant un correctif. Celui-ci garantit notamment que chaque plateforme/position dispose d'un nombre de membres du CPN strictement proportionnel au pourcentage de voix obtenues lors du congrès ». 45
 50 « Si les commissions n'ont pas de membre(s) éluE(s) au CPN, elles y auront un observateur avec droit de parole mais sans droit de vote. » 50
 « Chaque membre du CPN doit avoir un.e suppléant.e élu.e sur les mêmes critères. Celui-ci ou celle-ci peut remplacer le ou la titulaire en cas d'empêchement, et doit donc suivre les débats et propositions du CPN. »
 « Le nombre de mandats successifs au CPN est limité à 4 mandats consécutifs. »
- 55 **COMMISSION DE MÉDIATION ET COMMISSION VSS** 55
 Le Congrès élit une CM et une CVSS.

60 60



1 **TEXTES ADOPTÉS PAR LE 6^E CONGRÈS DU NPA** 15 **Situation : un capitalisme en
crise et en mutation** 510 **1. SITUATION INTERNATIONALE** 10

La polycrise du système, économique, écologique, démocratique, aboutit à une instabilité du capitalisme sans doute sans précédent dans l'histoire : le capitalisme a envahi toutes les parties du monde et toutes les sphères de la production et de la reproduction sociale. Ces aboutissements ressemblent à s'y méprendre au « stade suprême » du capitalisme. De ce stade découlent des conflits sociaux, impérialistes et politiques très violents, la montée du fascisme, du racisme et des guerres.

La chute du régime d'Assad en Syrie, la tentative de coup d'État en Corée du Sud, les bascules électorales au Brésil, aux États-Unis, en Argentine, et peut-être demain en France ; la guerre génocidaire à Gaza, tout cela montre que tous les régimes sont devenus instables. Par ailleurs des mouvements sociaux d'ampleur, féministes, anti-impérialistes, antiracistes, antifascistes, des paysan-nes, contestent l'ordre établi mais peinent à faire émerger une alternative.

Cela montre les immenses défis qui sont devant nous, les difficultés mais aussi les potentialités de la situation, cela met au premier plan l'alternative écosocialisme ou barbarie.

15 **1.1. UNE CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE** 15

Depuis 2007-2009, la croissance est au ralenti dans les pays capitalistes avancés. Par peur d'un effondrement généralisé, les États ont empêché que la récession joue son rôle de purge des capitaux excédentaires. Et faute de gains de productivité, le système ne parvient pas à amorcer une dynamique d'accumulation intrinsèque. La Chine, qui absorbait l'excédent de marchandises produites aux États-Unis et dans l'UE, connaît elle-même un ralentissement économique. Mais surtout, elle se positionne désormais comme concurrente directe des pays capitalistes avancés. On assiste donc à une fragmentation de la mondialisation : le libre-échange ne disparaît pas, mais tend de plus en plus à s'effectuer au sein de blocs qui adoptent les uns vis-à-vis des autres des mesures protectionnistes.

Les réponses néolibérales à la baisse des taux de profit s'épuisent. L'endettement public, mais surtout privé atteint des niveaux inégalés et peut conduire à des accélérations soudaines de la crise. Les possibilités pour les vieux pays impérialistes d'exporter leurs marchandises et leurs capitaux se réduisent. Restent la fuite en avant extractiviste, et le transfert direct de masses sans cesse croissantes d'argent public aux capitalistes pour soutenir les profits. Cette mise sous perfusion du capital nécessite des attaques brutales contre les travailleur-ses et les secteurs publics lorsqu'ils existent.

Le personnel politique bourgeois traditionnel n'ayant plus rien d'autre à proposer qu'une régression sociale sans fin, il est massivement rejeté par les populations partout dans le monde. L'extrême droite se présente en alternative, en prétendant faire porter les régressions uniquement sur les immigré-es et les assisté.es. Mais en plus d'être immondes, les politiques racistes sont impuissantes à résoudre la crise du système capitaliste et, là où les néofascistes parviennent à remplacer les néolibéraux, ils reprennent et amplifient l'offensive contre l'ensemble du monde du travail.

45 **1.2. UNE ACCÉLÉRATION DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE MONDIALE** 45

Le capitalisme est à l'origine de ce que Marx appelle la « fracture métabolique » c'est-à-dire la rupture de l'équilibre entre les sociétés humaines et leurs milieux de vie. L'ampleur de la crise écologique est inédite et se manifeste à travers le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité ou encore la pollution de l'air, des eaux et des sols. Ce désastre est entraîné principalement par les émissions de gaz à effet de serre des secteurs des énergies fossiles, de l'agriculture, de l'élevage et des transports.

Certains effets de la catastrophe climatique sont irréversibles (en tout cas à court terme) et ont pour conséquence des épisodes climatiques extrêmes comme à Mayotte, à Valence dans l'État espagnol ou en Californie. La Terre risque de devenir inhabitable pour des milliards de personnes, souvent les plus pauvres et qui ne sont pas responsables de ce désastre. Pour arrêter cette catastrophe, nous devons réduire de moitié les émissions mondiales de dioxyde de carbone et de méthane avant 2030, et les éliminer avant 2050. Cela n'est possible qu'en produisant moins globalement et en réorganisant la production sous le contrôle de celles et ceux qui produisent et des populations.

La crise énergétique, aggravée par la guerre impérialiste de la Russie en Ukraine, a relancé l'extractivisme des ressources fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel, gaz de schiste). L'énergie nucléaire est en perte de vitesse (17,5 % de l'électricité mondiale en 1996 à 9,2 % en 2023). En France, où le nucléaire civil est indissociable du militaire, elle est présentée comme une énergie « verte », décarbonée et sûre qui pourrait répondre aux impératifs écologiques tout en maintenant la consommation actuelle, alors qu'elle est dangereuse et polluante : les événements climatiques, sismiques, le vieillissement des installations, les erreurs humaines ou les guerres multiplient les risques d'accidents majeurs et les déchets restent hau-

1 tement radioactifs des centaines de milliers d'années. Elle a aussi des conséquences écologiques directes (réchauffement 1
de l'eau des fleuves et des océans, pollutions chimiques et radioactives). La « souveraineté énergétique » (l'approvision-
nement en uranium, 100 % importé, est un des moteurs de l'impérialisme français) ou « la compétitivité » de l'électricité
nucléaire (dont les coûts sont en constante augmentation) ne sont que des prétextes pour justifier une fuite en avant mor- 5
tifère, au détriment des énergies renouvelables et d'une nécessaire diminution de la consommation d'énergie. D'autre part, 5
les guerres participent de l'accélération de la crise écologique.

Les responsables historiques du dérèglement climatique que sont les pays occidentaux, impérialisme étatsunien en tête, 10
subordonnent criminellement la lutte contre la catastrophe climatique à la protection de leur hégémonie mondiale. 10

10 Les mesures que les grands pollueurs mettent en œuvre non seulement ne répondent pas à l'ampleur de la crise, mais 10
accélèrent l'extractivisme et l'exploitation de la main-d'œuvre, surtout dans les pays dominés. Les énergies renouvelables
viennent s'ajouter au système énergétique fossile, offrant davantage de capacités et de nouveaux marchés aux capitalistes.
Si la crise écologique est essentiellement de la responsabilité des puissances occidentales, les conséquences s'exercent de 15
façon violemment inégalitaire et touchent en premier lieu les populations des pays dominés et les populations pauvres et 15
racisées des pays dominants. Nous assistons en somme à la destruction accélérée par le capital de l'environnement naturel
dont dépend l'existence de la vie sur la planète. Les COP apparaissent clairement comme des mascarades.

20 Les mobilisations écologiques face au réchauffement climatique ou aux grands projets inutiles se développent à travers 20
le monde. Les femmes, parce qu'elles sont en première ligne pour assurer la subsistance de leurs familles, y jouent un rôle 20
essentiel. Les populations racisées du Nord et du Sud construisent des revendications pour une écologie décoloniale. En
faisant appel à l'occupation, la désobéissance civile et le désarmement des infrastructures écicides, ces luttes s'affrontent
au système capitaliste. Face à ces nouvelles radicalités écologiques, les États sont de plus en plus à même de recourir à la
répression policière et judiciaire afin de défendre les abus et les expropriations des classes dominantes. Radicalité, action 25
directe et répression violente posent un débat stratégique complexe et intense dans ces mobilisations et aux débats aux- 25
quels nous devons prendre part.

1.3. LA MUTATION RADICALE DE LA GESTION BOURGEOISE DU CAPITALISME

30 La réduction des marges de manœuvres pour les bourgeoisies, du fait de la crise, ne permet plus d'acheter le consen- 30
tement d'une partie suffisante de la population. Cela conduit à une modification profonde des choix politiques des diffé- 30
rentes bourgeoisies, dont une partie toujours plus grande est convaincue d'abandonner la démocratie pour aller vers une
gestion autoritaire, voire fasciste. Une série de processus politiques se combinent alors : de nouvelles alliances entre les
courants bourgeois républicains et les droites extrêmes, un décuplement des politiques racistes, la suppression de libertés
publiques, la réduction de l'État de droit et la répression du mouvement syndical.. Le fort rejet des politiques libérales et 35
austéritaires, dans le rapport de forces actuel, est récupéré par les courants libertariens de Musk et Milei. Ceux-ci tentent 35
de se lier à l'extrême droite plus classique, comme Vox ou l'AfD, pour fusionner, en actualisant les corpus idéologiques du
fascisme (autoritarisme, violence contre le mouvement ouvrier, suprémacisme blanc, communauté ethnique et domina-
tion patriarcale...) et la présentant comme une alternative au libéralisme.

40 Sur le plan du rapport capital-travail, il s'agit d'accélérer le transfert des ressources publiques vers le capital, de surexp- 40
loiter, de fragmenter la main-d'œuvre par une réorganisation profonde de l'organisation du travail. Tout cela constitue
une accélération décisive de l'offensive capitaliste contre le monde du travail.

45 Sur le plan idéologique, certaines figures défendent un régime intégral de la propriété privée, la réduction de l'État à ses 45
fonctions répressives et des utopies technicistes et réactionnaires, mais leur nature est en réalité essentiellement pragma- 45
tique et s'adapte très rapidement aux besoins de la bourgeoisie. C'est entre autres exemples, un Trump qui peut un jour se
prétendre isolationniste pour ensuite projeter d'envahir la moitié de l'Amérique ou préparer des hypothèses de guerre tant
sur le plan matériel qu'idéologique.

50 Dans la sphère politico-médiatique, la libre expression de propos haineux, complotistes et climatosceptiques donne 50
un corpus idéologique aux sphères réactionnaires, aux classes petites-bourgeoises et déclassées. Gérées d'une façon mo-
nopolistique et s'inscrivant dans une économie fortement financiarisée, les plateformes numériques capitalistiques sont
pleinement utilisées pour la construction de l'hégémonie, la production de la plus-value, l'extension du marché et, surtout,
la surveillance des populations via des systèmes d'extraction et de traitement des données liées à l'expérience humaine. 55

1.4. DES RAPPORTS INTER-IMPÉRIALISTES EN MUTATION ET L'EXTENSION DES CONFLITS ARMÉS

1.4.1 UNE REDÉFINITION DES RAPPORTS DE FORCE INTER-IMPÉRIALISTES

60 La situation géopolitique internationale est dominée par la montée d'une confrontation entre les États-Unis, l'impé- 60
rialisme affaibli, mais encore dominant, et la Chine, l'impérialisme émergent. Leur interdépendance économique tend à 60
diminuer du fait de la guerre commerciale à laquelle ils se livrent et d'une préparation consciente par leurs dirigeants de
possibles affrontements militaires. Les conflits géopolitiques, y compris avec une autonomisation
des puissances intermédiaires, sont un symptôme de cette crise structurelle et, là aussi, nous en- ● ● ●
trons dans une phase sans précédent.

1 Le monde tend à se structurer entre ces deux grands pôles, avec des sous-impérialismes, en dernière instance dépendants des deux principales puissances : Russie, Turquie, Brésil joue des rôles de second plan. L'Europe, jamais unifiée, tend à être marginalisée et polarisée par les États-Unis, au fur et à mesure de sa décadence économique et de la crise de la domination impérialiste française, en particulier en Afrique. L'Afrique reste un enjeu particulier avec son potentiel de main d'œuvre, ses ressources minières déterminantes dont les guerres au Congo sont une des conséquences. Selon les pays, il existe des classes ouvrières puissantes et organisées et d'autres où se constitue une jeune classe ouvrière. Dans tous les cas, leur mobilisation peut constituer un levier de contestation et de révolte.

10 La généralisation de la concurrence dans un monde en crise profonde le rend plus conflictuel et plus dangereux. Le « chaos géopolitique » a franchi un premier saut qualitatif avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine en février 2022, et un second saut avec la guerre provoquée par l'expansionnisme israélien.

1.4.2 EN PALESTINE ET AU MOYEN-ORIENT

15 La guerre génocidaire menée par Israël à Gaza est un des éléments centraux de la dynamique générale décrite plus haut. Israël concentre tous les aspects de la tendance générale : société ethno-raciale en son centre, dynamique fasciste, visées coloniales et enfin projection militaire impériale. Le soutien apporté par l'Occident (EU et Europe) a des objectifs stratégiques visant à réorganiser la région, la soumettre encore davantage à la domination américaine, mais également des objectifs internes. La possibilité que soit mené un génocide, retransmis en direct, sans réaction à la hauteur, est symptomatique de la déshumanisation de la population Gazaouie et est un reflet de l'emprise du racisme et de l'islamophobie. Israël a « profité » de la situation pour s'étendre au Sud-Liban et en Syrie. Le combat de soutien aux revendications du peuple palestinien revêt un aspect antiimpérialiste, anticolonial mais aussi antiraciste, notamment en France où le soutien à Israël, la criminalisation de la résistance et l'utilisation de l'islamophobie ont été extrêmement développés. Les mobilisations des pays dominés, des populations racisées des pays impérialistes et de la jeunesse sont pour l'instant restées impuissantes.

25 Ce combat solidaire doit s'étendre à tous les peuples du Moyen-Orient écrasés par les régimes dictatoriaux que ce soit en Arabie Saoudite et dans les autres monarchies pétrolières ou en Égypte, en Turquie, en Iran... Ces régimes craignent que leurs populations, solidaires du peuple palestinien, ne se soulèvent. Nous espérons que le peuple syrien, libéré du plus que sanguinaire régime d'Assad, devienne un acteur majeur de la lutte pour une fédération démocratique et sociale des peuples du Moyen-Orient, qui est par exemple appelée de ses vœux par la gauche kurde. Ce processus de transition est confronté à un rapport de force difficile à l'intérieur du pays comme vis-à-vis de puissances étrangères et l'issue progressiste dépendra de la capacité de mobilisation de la population syrienne.

1.4.3. UKRAINE

35 La guerre en Ukraine va entrer dans sa troisième année. En février 2022, Poutine a lancé une invasion massive de l'Ukraine dans le but de faire de ce pays un satellite russe et de détruire toute opposition en Russie. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine est une attaque impérialiste qui a fait des centaines de milliers de morts et de blessés et provoqué une situation de non-droit terrible dans les importantes zones occupées. Pour le régime russe, l'augmentation quotidienne du coût humain de son invasion ne suffisent pas à arrêter son agression. Au contraire, au cours des derniers mois, le régime russe l'a intensifiée, lançant de nouvelles offensives militaires et ciblant de plus en plus la population civile et les infrastructures dans le but de terroriser le peuple ukrainien pour qu'il se soumette.

45 Ce coût humain est principalement supporté par les régions périphériques de la Fédération de Russie, à forte composante racisée et/ou musulmane, Poutine craignant d'étendre la conscription aux populations centrales du pays. Cette guerre sanglante, combinée aux effets de plus en plus perceptibles des sanctions économiques ainsi que d'une croissance économique centrée sur l'effort de guerre ronge ainsi progressivement la société russe dans son ensemble, ce qui pourrait conduire à la déstabilisation du régime à plus ou moins court terme. L'opposition en Russie est politiquement intéressée au travail de fragilisation de la dictature poutinienne par la résistance ukrainienne ».

50 Le capital et les gouvernements européens ont des intérêts contradictoires face à l'invasion russe en Ukraine. Ils oscillent entre maintien de leur part de marché et de leur compétitivité et réaffirmation de leur statut impérialiste sur le continent européen. Pour les États-Unis, la logique d'engagement et de soutien à la résistance ukrainienne est bien plus claire, sa classe capitaliste ayant notamment tout à gagner au décentrage énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie. Mais l'arrivée de Trump est en train de renverser la table, celui-ci s'engageant dans une négociation directe avec Poutine, sans les ukrainiens et contre leurs intérêts.

60 L'aide apportée par les occidentaux à l'Ukraine vise essentiellement à contenir la Russie, elle est insuffisante pour gagner la guerre. En Ukraine, pour restaurer le capital des oligarques ukrainiens, le gouvernement Zelensky applique une politique toujours plus ultra-libérale qui pèse sur la population. Le mouvement social et syndical ukrainien, malgré la loi martiale et l'impératif de la résistance à Poutine -encore très majoritaire en Ukraine -qui limitent drastiquement la mobilisation, continuent à s'opposer à ces réformes brutales.

Ces éléments ne doivent pas empêcher, et renforcent même la nécessité d'une solidarité internationale par en bas, indépendante de tout gouvernement, à la lutte anti-impérialiste populaire ukrainienne et à son droit à l'autodétermination.

1 tion, comme à celle des oppositions russe, biélorusse... géorgienne pour la démocratie et la justice sociale. Nous devons 1
faire croître un anti-impérialisme décolonial qui se positionne clairement en soutien aux luttes non armées et armées des 1
peuples opprimés.

5 1.4.4. MOBILISATIONS DE LA JEUNESSE 5

Des éléments d'instabilité forts émergent également dans la jeunesse étudiante à l'international. Par exemple, des mobi-
lisations massives sur les questions démocratiques et les droits étudiants en Serbie, en Algérie, en Géorgie ou en solidarité
avec le peuple palestinien aux USA, dans l'État Espagnol... En France des mobilisations sur des thèmes similaires ont eu
lieu mais bien moins fortes. Ces mobilisations étudiantes massives qui passent par l'occupation des universités sont des
10 éléments de renforcement de notre classe. Ces mobilisations de la jeunesse ont, dans certains pays, participé à un élargisse- 10
ment du mouvement à l'ensemble de la société et des classes populaires en particulier au travers de la grève des travailleurs
et des travailleuses. Mais partout, comme en Serbie aux USA, une répression énorme frappe ces mobilisations, notamment
par l'évacuation physique des occupations et l'incarcération massive des étudiant·es mobilisé·es. Nous devons participer à
visibiliser ces luttes ici en France et à construire un soutien et une solidarité internationaliste autour de ces mobilisations.

15

2. SITUATION EN FRANCE 15

2.1. CRISE ÉCONOMIQUE, LICENCIEMENTS ET AUGMENTATION DES INÉGALITÉS

La situation économique en France s'inscrit dans la crise globale à l'échelle internationale, mais le capitalisme français
20 connaît une perte de rang qui se manifeste par un recul industriel continu et des déficits commerciaux records. Alors que la 20
concurrence internationale s'exacerbe, le maintien du taux de profits sur le territoire national oblige d'autant plus le patro-
nat à pressuriser les travailleur·ses et l'État à couper toujours dans les services publics et la protection sociale pour financer
des cadeaux fiscaux et subventions aux entreprises sans cesse croissantes. Les aides publiques aux entreprises ont ainsi
été multipliées par cinq entre la fin des années 90 et 2019. C'est le sens des réformes menées ces dernières années visant
25 à reprendre la main sur le salaire socialisé : retraites, assurance chômage, budget de la sécu, congés payés, lois travail... 25

C'est aussi l'inflation qui conduit à baisser la rémunération réelle de la population. À cela s'ajoute, depuis la fin de l'année
2024, une vague de suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public qui plonge dans la précarité voire la misère
des centaines de milliers des personnes qui s'ajoutent aux 5 millions de chômeur·ses déjà existants. Depuis la pandémie
30 de 2020, les inégalités ont explosé : 10 % des plus riches détiennent 50 % des richesses nationales, une quarantaine de 30
milliardaires français·es (4 fois plus qu'en 2008) possèdent 510 milliards (8 fois plus qu'en 2008). Entre 2020 et 2024, les 4
plus grosses fortunes ont augmenté de 87 %. Les 54 milliards de dividendes versés en 2024 en France sont les plus élevés
d'Europe et en hausse de 6,8% au second trimestre. Dans le même temps, le nombre de personnes bénéficiant de l'aide ali-
mentaires a explosé. Les femmes, notamment dans les familles monoparentales, en sont les premières victimes ainsi que
35 les jeunes. Les migrantEs subissent également durement les conséquences de la dégradation sociale globale. 35

2.2. UNE POSITION IMPÉRIALISTE FRAGILISÉE

Le renforcement de l'Europe forteresse, avec la construction idéologique d'une pseudo-identité européenne marquée par
une xénophobie appuyée sur les biais racistes hérités des ex-puissances coloniales, est le seul terrain sur lequel l'Union
40 européenne avance, le nouveau « Pacte migratoire » accentuant les politiques répressives cristallisées par l'outil Frontex. 40
Impuissante à avoir une politique cohérente sur toutes les autres questions : guerres en Ukraine et au Moyen Orient,
concurrence internationale et crise économique, crise écologique, elle provoque le rejet d'une politique néolibérale obtuse
en même temps qu'ultra-réglémentée. Et les gouvernements nationaux sous pression de l'extrême droite sont de plus en
plus fragilisés et instables face aux rebondissements des effets des crises multiples. L'éclatement de la coalition droite-so-
45 ciaux-libéraux en Allemagne en est le dernier soubresaut, comme la coalition droite/extrême-droite en formation en Au- 45
triche.

La crédibilité de Macron est très affaiblie, mais il reste un pilier/relais essentiel de l'imposition des accords néolibéraux
aux pays africains. Et même si les forces militaires françaises ont été récemment rejetées de nombreux pays d'Afrique (10
50 000 militaires sont toujours présents dans des bases à Djibouti, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon et au Tchad), le 50
commis du grand capital français tente de reprendre la main sur la politique de défense et de réarmement européenne.

Il n'en reste pas moins que l'impérialisme français est en déclin, et concurrencé, notamment par la Chine et la Russie qui
le remplace militairement dans plusieurs pays, en Afrique mais aussi en Méditerranée orientale où elle a perdu des posi-
55 tions en Syrie ou en Libye. C'est aussi cela qui explique le soutien sans faille et vivace de la France à la politique de l'Etat 55
d'Israël. C'est cela qui entraîne des manœuvres militaires de l'armée française en soutien à la Grèce face à la Turquie ou des
frappes sur le sol syrien.

Sa fuite en avant coloniale en Nouvelle Calédonie/Kanaky a été battue en brèche en mai par la mobilisation du peuple
60 kanak, mais il a réussi à contenir celle-ci par la férocité de la répression et l'étranglement économique de la situation créée 60
par le soulèvement populaire. À un niveau moins aigu, il tente d'agir de même avec les protestations populaires dans
les Antilles. Le rapport de forces lui est moins favorable en Guyane ou en Polynésie, alors qu'à
Mayotte le cynisme colonial de démantèlement des Comores et de fermeture des frontières s'ap-
puie toujours plus sur une dynamique d'extrême-droite et sur une situation sociale encore plus

65

1 catastrophique après la catastrophe du cyclone Chido. Mais l'ensemble de cette politique coloniale « DOM-TOM » apparaît 1
 toujours plus comme un anachronisme scandaleux au 21e siècle.

2.3. UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE

5 5

2.3.1. L'ESSOUFFLEMENT DE LA VE RÉPUBLIQUE

L'arrivée au pouvoir de Macron en 2017 est une conséquence paradoxale du rejet des forces politiques de droite ou de gauche qui avaient mis en œuvre le consensus libéral. Mais elle rappelait également l'efficacité des institutions de la Ve république, lui permettant de rassembler sur son nom en quelques mois une partie de la bourgeoisie et de quoi constituer un parti. Cela ne lui donnait pour autant pas de base sociale stabilisée.

La politique d'un choc néo-libéral conjuguée à un mépris social sans précédent dans le personnel politique s'est immédiatement heurtée à des mobilisations sociales (Gilets jaunes, première bataille des retraites). Puis elle a trébuché sur la crise sanitaire affichant son incapacité, malgré l'union nationale, à assumer une réelle protection des populations. En particulier dans les quartiers populaires, l'auto-organisation a été plus efficace.

Cette crise a approfondi la rupture avec les forces politiques institutionnelles qui ont continué à rouler sur l'expression clairement exprimée des volontés populaires (retraites). Le déni de démocratie et un cours de plus en plus autoritaire se sont incarnés dans la succession de 49-3 pour imposer des textes qui ne trouvaient plus de majorité pour les voter. Ces textes n'ont rien réglé aux crises économique (accélération des licenciements, flambée de la dette publique), sociale (lois de traque des migrants, criminalisation des familles sur les questions de logement ou de participation aux révoltes ou des opposants politiques...). Incapable d'évaluer son illégitimité, avec la dissolution, Macron a échoué à rejouer le scénario de se poser en rempart contre l'extrême-droite dont il reprend une partie du fonds de commerce idéologique. L'exacerbation des contradictions de classe fragilise le pouvoir en place. La contradiction entre légalité et légitimité du pouvoir s'accroît et les réponses à la crise ne peuvent venir que de l'extrême-droite ou d'une gauche de rupture.

2.3.2. LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

La crise globale du capitalisme, le reflux de la lutte de classe conjuguée à la montée du racisme laisse le champ libre à la montée des fascistes. L'influence de l'extrême droite est grandissante et se fait de plus en plus sentir au sein de l'UE. Dans un nombre croissant d'États, soit l'extrême droite gouverne comme en Hongrie ou en Italie, soit elle exerce son influence comme en Finlande, au Pays-Bas, en Slovaquie en participant à des gouvernements ou dans l'opposition comme Vox en Espagne, l'AFD en Allemagne. On voit les extrêmes droites redevenir une « solution politique » envisageable pour les classes dominantes. Et partout la progression de l'extrême droite s'accompagne d'atteintes aux droits fondamentaux des personnes LGBTI+, des femmes et se traduit par un saut qualitatif dans l'institutionnalisation de la criminalisation et de la répression des migrantEs, mais aussi des outils syndicaux (c'est le cas des atteintes au code du travail, au droit de grève et de manifestation en Italie, Argentine, Russie, Bélarus, Iran...).

En France, le RN a gagné de manière significative des positions institutionnelles et un élargissement de sa surface électorale qui lui offre davantage de possibilités militantes ainsi qu'une implantation croissante dans l'appareil d'Etat (Armée, police...). Il est aujourd'hui le parti qui pèse le plus sur les orientations politiques de la macronie. Cette montée de l'extrême droite s'appuie sur une offensive ultra-réactionnaire, raciste plus globale de la classe dominante, mais également sur l'approfondissement de la crise politique, et surtout sur les difficultés du mouvement ouvrier à incarner une alternative crédible. Ce dernier et la gauche institutionnelle sont aussi gangrenés par les discours chauvins, sécuritaires et islamophobes même si des courants ont eu dans la dernière période une évolution positive, notamment LFI et la CGT. Dans ce contexte de forte instabilité politique, il y a des risques réels de basculements dans un autoritarisme accru. Le danger fasciste, dans une forme adaptée au capitalisme d'aujourd'hui est une possibilité.

2.3.3. LES CONTRADICTIONS ET CLARIFICATIONS À L'ŒUVRE À GAUCHE

Le coup de poker de la dissolution paraît sur la crise de la gauche. Les composantes de la NUPES avaient plié devant l'offensive réactionnaire, le PS, Les Écologistes et le PCF bégayant sur toutes les questions (sécuritaires, racistes jusqu'à la participation à la manif d'unité nationale contre l'antisémitisme avec le RN) laissant cornériser LFI devenue la cible de toute les droites et leurs relais médiatiques. Le sursaut des législatives que peu de personnes avaient envisagé, a été rendu possible par la mobilisation contre le danger de l'extrême-droite. En particulier, le positionnement des organisations syndicales, et également des associations, a pesé significativement. Il montre la disponibilité et l'attente d'une réponse politique anti-libérale, et non social-libérale, dans le monde du travail et la jeunesse à laquelle à répondu ce front unique social et politique dans la séquence des législatives.

Cependant, l'attelage des partis est incapable de construire cette réponse politique de manière pérenne. Face à la détermination antidémocratique de Macron, les partis parlementaires du NFP ont refusé toute construction de cadres militants, démocratiques et inclusifs. Malgré tout, des cadres avec des réalités diverses ont existé à la base et perdurent pour certains, sans pour autant réussir à continuer à peser sur la crise politique ou à impulser des mobilisations. Les tensions centrifuges se sont remises en route, n'allant pas jusqu'à l'éclatement du NFP principalement en raison de la probabilité d'une nouvelle dissolution.

1 LA GAUCHE SOCIALE-LIBÉRALE

La gauche sociale-libérale de gestion souhaite amoindrir la fureur des contre-réformes libérales, tout en considérant que le libéralisme économique est un horizon indépassable. Celle-ci est incarnée principalement dans le PS même si d'autres à EELV ou au PC peuvent s'y retrouver. L'orientation de cette gauche ne nous permet pas de construire avec elle un projet anticapitaliste à quelque niveau que ce soit. Dans les collectivités qu'elle dirige, nous nous affrontons souvent à elle, car elle met en œuvre des politiques d'austérité, de casse des services publics locaux, ou bien elle défend des projets écocides. En revanche, il est nécessaire de s'unir avec elle dans certaines luttes, pour la défense immédiate des libertés démocratiques, contre le danger de l'extrême droite et dans le cadre d'un programme de rupture minimale et où la gauche sociale-libérale est minoritaire comme nous le faisons dans le NFP.

LA FRANCE INSOUMISE

La France Insoumise porte un programme clairement antilibéral qui fait écho aux mesures de rupture portées par les mouvements sociaux. Elle comporte des secteurs clairement anticapitalistes, antifascistes ou antiracistes. L'application du programme de la FI améliorerait les conditions d'existence des opprimé·es et des exploité·es. Son poids actuel au sein de la gauche lui a permis d'imposer un programme plus radical, que nous considérons comme un point d'appui pour mobiliser et dont nous pouvons contribuer à populariser les principales mesures d'urgence, y compris lors d'élections, tout en pointant les limites structurelles.

La FI est incontournable. Elle polarise aujourd'hui une partie de la jeunesse, elle a aussi commencé à comprendre la place centrale de l'islamophobie dans le champ politique français, au contraire d'organisations comme le PCF ou l'Après. Son positionnement sur la Palestine, ou la condamnation des violences policières, brise le consensus raciste et autoritaire. Elle est donc un de nos partenaires principaux pour la construction des cadres de front unique.

Néanmoins, sa stratégie est essentiellement réformiste et institutionnelle, en lien avec une vision étatique et par le haut de la transformation sociale, « la révolution par les urnes ». Sa politique est focalisée en priorité sur son action parlementaire et les échéances électorales. La FI se pense la représentante des luttes au parlement. Elle ne voit les mobilisations sociales que comme force d'appoint à ses victoires électorales. Sa concurrence avec la direction de la CGT a été un obstacle dans la bataille des retraites, mais aussi à la fin de l'été où la question de s'opposer au déni démocratique de Macron se posait et sur le terrain institutionnel et sur le terrain social. LFI a alimenté la séparation au lieu de rechercher des convergences indispensables à la construction du rapport de forces.

À une échelle de masse, les réelles différences entre notre programme et le programme de LFI sont difficiles à percevoir et nous devons travailler à mieux les expliquer.

Dans un contexte de crise de profitabilité du capital qui prive la bourgeoisie de marge de manœuvre, la relance keynésienne n'est pas une option envisageable pour les classes dominantes contrairement à ce que laisse entendre LFI et les mesures sociales qu'elle prône ne peuvent s'appliquer sans provoquer une réaction violente des classes dominantes.

Qu'elle les appelle de ses vœux ou non, la FI aura bien du mal à appliquer sa politique de rupture sans des mobilisations de masses auto-organisées et sans expropriation des capitalistes.

La conception de LFI comme une « organisation gazeuse » qui sert les ambitions présidentielles de Mélenchon, mène notre camp social à une impasse. Ses conceptions politiques ont des conséquences néfastes sur ses relations avec le mouvement syndical et les mouvements sociaux, mais également sur l'auto-organisation, et de facto, sur les questions démocratiques.

C'est pour ces raisons que nous maintenons un parti politique indépendant, anticapitaliste, unitaire et révolutionnaire, capable de dialoguer et d'entraîner dans l'action les militantEs et sympathisantEs de la FI et dans le NFP de manière générale, tout en portant nos perspectives politiques propres.

2.3.4. LE MOUVEMENT OUVRIER DANS UNE CRISE HISTORIQUE

L'effondrement du stalinisme en 1991 a eu des conséquences profondes sur la conscience politique des travailleur·ses et a sérieusement érodé l'idée même que nous puissions construire un autre monde. À cela s'est ajoutée la violence de la contre-révolution néolibérale de ces 40 dernières années. Le prolétariat est profondément transformé et fractionné par le recours accru à la sous-traitance, la multiplication des statuts, l'ubérisation, la précarité. On observe également une fragmentation géographique avec la transformation de l'appareil et du processus de production industriel mais aussi agricole.

Il n'y a pas eu d'âge d'or de la classe ouvrière. Elle a toujours été hétérogène mais, pendant longtemps le mouvement ouvrier, avec ses syndicats, ses associations et ses partis, assurait une certaine unité politique, la conscience d'appartenir à une même catégorie sociale. Aujourd'hui le plus gros syndicat est la CFDT avec 610 000 adhérent·es. La désyndicalisation généralisée s'accompagne d'une grande faiblesse de l'auto-organisation et de la grève dans la plupart des mouvements, ce qui permet à la bourgeoisie d'imposer ses plans comme lors de la dernière réforme des retraites face à un mouvement ouvrier sur la défensive. L'empilement des défaites qui en résulte renforce encore la difficulté de la classe ouvrière à se penser comme sujet révolutionnaire.

1 Du côté des partis politiques, les trahisons de la gauche au pouvoir ont largement participé à détourner la classe labo- 1
 2 rieuse des organisations. Si le PC et le PS en portent l'essentiel de la responsabilité, cela n'a pas entraîné un développement
 3 des organisations de la gauche révolutionnaire mais l'émergence de la France Insoumise comme principale organisation
 4 de notre camp social. 5

6 Mais les éléments de la combativité n'ont pas disparu. Ces dernières années ont été marquées par l'arrivée de nouvelles
 7 générations militantes, dans la jeunesse, les quartiers populaires, qui se politisent contre les violences d'État et du capital,
 8 contre le racisme et les violences policières, les violences sexistes et sexuelles, les lois liberticides, le changement clima- 10
 9 tique et les projets inutiles et destructeurs. 10

11 Dans ce contexte, des mobilisations puissantes mais souvent désaffiliées du mouvement ouvrier explosent d'une façon
 12 récurrente sans réussir à solidifier durablement la conscience de classe. Par ailleurs, les Gilets jaunes ou le mouvement des
 13 retraites présentent quelques traits communs : une certaine spontanéité dans la construction d'actions de masse dont le ré- 15
 14 pertoire est souvent celui de l'occupation de l'espace public ou de l'insurrection. Dans certains cas (comme celui des Gilets 15
 15 jaunes), on retrouve aussi la participation importante de primo-militant·es ou encore le refus de « récupération » de la part
 16 des organisations pré-existantes. Lors du mouvement des retraites, les confédérations ont néanmoins dirigé le mouvement
 17 sans être contestées par les millions de travailleurs/euses mobilisé·es et ont regagné un certain crédit.

20 **2.4. CRISE ET RECONSTRUCTION DE LA CONSCIENCE DE CLASSE** 20

21 Malgré les exceptions de la grève de 1995, du CPE de 2006 et de mobilisations plus ponctuelles, nous avons essentielle- 20
 22 ment connu des défaites ces dernières décennies. Cela a pour conséquence une désagrégation progressive de la conscience
 23 de classe fautes d'expériences constitutives. En parallèle, l'instrumentalisation du Front National et la crise économique
 24 ont contribué à exacerber les tensions au sein d'une classe laborieuse divisée par le racisme, le sexisme, les LGBTIphobies. 25

26 Malgré les défaites qui s'accumulent depuis 2010, nous connaissons des mobilisations sociales massives régulières : re- 25
 27 traites, lois travail, Gilets jaunes mais aussi féministes, contre les violences policières, LGBTI, écolo, pour la Palestine...
 28 Les mobilisations des agriculteuErs sont marquées par les contradictions profondes de la situation : d'une part une colère 25
 29 légitime des paysan·nes mais instrumentalisée par les syndicats dominants tenant de l'agro-industrie contre toutes les
 30 mesures de limitation de la pollution, d'autre part des mobilisations pour une agriculture paysanne, écologique et locale 30
 31 en lien avec les mouvements écologistes.

32 Les grandes luttes nationales ont connu une dimension politique très importante, s'orientant dans un affrontement entre
 33 le prolétariat et les classes dominantes incarnées par Macron et le Medef. Si les grèves et l'auto-organisation ont été trop 35
 34 faibles pour obtenir des victoires, des éléments positifs se sont exprimé·es pour la reconstruction de la conscience de 35
 35 classe : la constitution, de fait, d'un front syndical plus offensif autour de la CGT, Solidaires et parfois la FSU ; le maintien
 36 d'équipe militantes, avec des liens interprofessionnels durables ; une réorganisation autour des territoires (lieux de vie et
 37 de solidarité) qui constitue une contre-tendance partielle face à la parcellisation du salariat ; et l'intégration, même limitée,
 38 des dimensions féministes et écologistes à la lutte. 40

39 La constitution du NFP (comme les moments d'unité syndicale) s'est réalisée de façon dialectique avec les luttes : ces 40
 40 dernières ont partiellement unifié la classe, exerçant une pression à l'unité de ses organisations, cette unité étant récipro-
 41 quement un outil pour l'unité politique de la classe.

42 Les luttes contre les oppressions contribuent à l'unification de notre camp social et sont indissociablement liées à la lutte 45
 43 des classes. 45

44 L'absence de victoire significative est indiscutablement liée à notre incapacité à bloquer le système malgré les tentatives
 45 diverses. Mais la question de la grève de masse est posée à une échelle bien plus large depuis quelques années notamment 50
 46 depuis la mobilisation des retraites de 2023 ou par le mouvement féministe autour des 8 mars, ainsi, en creux que par 50
 47 l'échec des Gilets jaunes et des courants autonomes.

CONCLUSION

48 La crise du capitalisme produit une polarisation politique croissante entre des classes dominantes de plus en plus radica- 55
 49 lisées à l'extrême droite et un prolétariat qui tend à se reconstituer en classe. La conscience de classe doit être constamment 55
 50 réactualisée à travers les luttes sociales et politiques.

Orientation : unitaire et révolutionnaire

60 60

Notre orientation combine :

- La construction des fronts unitaires indispensables pour résister aux politiques néolibérales autoritaires et faire face au
 péril pressant de l'extrême-droite ;

65 65

- 1 - L'implication dans les mobilisations, la construction des outils d'auto-organisation, piliers de toute transformation révolutionnaire ; 1
 - La défense d'une irruption des classes exploitées et opprimées sur le champ politique ;
 - La défense d'un projet de société écosocialiste et d'une stratégie révolutionnaire.
- 5 - La défense de principes et pratiques démocratiques et de l'internationalisme comme éléments stratégiques fondamentaux. 5

1. LUTTES ET CONSCIENCE DE CLASSE

C'est dans les luttes, dans l'action collective que les exploité-es et les opprimé-es prennent conscience le plus rapidement de leurs propres forces, font l'expérience de l'affrontement avec l'État et ses institutions, expérimentent des formes d'organisation, de démocratie, d'action, d'alternatives concrètes, et posent la question du pouvoir et de la rupture avec le système. 10

Après 40 ans de politiques néo-libérales de casse sociale et de réorganisation de la production, les grandes concentrations de la classe ouvrière industrielle ont été pour la plupart démantelées ou au moins très affaiblies et ont de plus en plus de mal à jouer le rôle de locomotive. La généralisation des mouvements de lutte à partir d'un « secteur moteur » est donc difficile. 15

C'est pourquoi, il ne s'agit pas seulement de soutenir les luttes existantes, mais de chercher à en initier de nouvelles, à les élargir. L'enjeu est de tisser des liens entre les différentes formes de résistances, d'articuler et de relier les luttes, de travailler à les rendre victorieuses et à les politiser, c'est-à-dire poser la question du pouvoir. La généralisation des mobilisations est aussi liée à l'existence d'un débouché politique. C'est ce que nous nous attachons à construire en développant notre politique de front unique. 20

La question de l'unité, de la convergence, de l'articulation, de l'interconnexion des luttes est centrale. C'est pourquoi, dans chacun de ces mouvements, nous défendons la prise en compte de l'imbrication de l'exploitation, des oppressions et de la destruction de la nature. 25

La question du travail et de l'exploitation reste centrale dans l'affrontement avec le système capitaliste et la société que nous voulons construire. L'intervention directe et auto-organisée des travailleuses et des travailleurs, notamment par la grève de masse, rompt avec l'aliénation. Lorsque les travailleuses et travailleurs manuels ou intellectuels s'arrêtent, voire reprennent la production pour leur intérêt propre, iels remettent en question le pouvoir de la bourgeoisie et l'organisation de la société. Les luttes féministes, antiLGBTI+phobes, antiracistes, antiproductivistes, anti-impérialistes et pour les droits des peuples sont partie prenante de la lutte des classes. 30

Elles constituent des éléments essentiels pour la construction de la conscience de classe. Elles s'affrontent à différentes dimensions de la domination et de la destruction capitaliste et dans leurs pratiques elles contribuent à l'élaboration de nouvelles stratégies et formes de luttes. L'articulation et l'intersectionnalité des luttes est indispensable à la construction des exploité.es et des opprimé.es comme sujet révolutionnaire. 35

Les organisations du mouvement ouvrier, grâce à des batailles internes, tendent à intégrer dans leurs préoccupations la lutte contre les oppressions et pour l'émancipation. Partout, nous nous lions aux ailes les plus combattives, les plus conscientes des enjeux systémiques, se positionnant comme anticapitalistes, tout en évitant les clivages définitifs et les scissions, car nous savons, particulièrement dans la période, que l'unité d'action est essentielle. 40

Enfin, nous défendons dans les mouvements autonomes une orientation lutte de classe et dans les organisations du mouvement ouvrier une orientation féministe, LGBTI+, antiraciste et anti-productiviste. Nous articulons la construction des mouvements pour eux-mêmes avec la défense de nos positions propres, de notre combat révolutionnaire contre le système capitaliste et pour une nouvelle société, débarrassée de l'exploitation et des oppressions. 45

50

2. LA POLITIQUE DE FRONT UNIQUE

2.1. RÔLE STRATÉGIQUE DE L'UNITÉ

L'unité de notre camp social est un facteur déterminant, tant dans la massification des luttes que pour notre projet de société. L'unité est un combat permanent. En dehors des moments de luttes, nous cherchons à rassembler et à unifier notre camp. Nous ne comptons pas uniquement sur l'indispensable « unité à la base », mais nous poussons à des accords tactiques pour l'action. 55

Nous nous attachons à construire des fronts de lutte sur des questions sociales (retraites, salaires, licenciements, défense des services publics, etc.) et sur des questions féministes, LGBTI+, environnementales, antiracistes, internationalistes (Ukraine, Palestine, Kanaky, etc.). En premier lieu, ces fronts doivent permettre d'agréger le plus de forces possibles, de redonner confiance à notre classe et de rompre avec la dichotomie entre champ politique et social. Nous avons comme objectif à chaque fois d'articuler les dimensions politiques et sociales des luttes et d'y agréger, le plus largement possible, forces politiques et sociales tout en respec- 60

1 tant l'autonomie des syndicats vis-à-vis des partis politiques : en effet, même l'arrivée au pouvoir d'une force politique de gauche ne doit pas empêcher les travailleur.es de continuer de s'organiser sur leurs lieux de travail pour porter leurs revendications, leurs aspirations et leurs contestations. 1

5 Dans les luttes, nous poussons sans sectarisme à des structures auto-organisées, à vocation de masse. Nous souhaitons que ces structures puissent inclure des organisations syndicales ou politiques en tant que telles, tant qu'elles en acceptent le fonctionnement démocratique. Ces outils ponctuels, ont une visée globale dans la société que nous voulons construire. Dans ces cadres, nous ne nous contentons pas de l'unité, mais nous y défendons notre politique. 5

10 Notre intervention dans les syndicats, cadre élémentaire de front unique, doit être largement renforcée. En fonction de la réalité locale, Solidaires, la CGT, et la FSU sont à privilégier même si nous ne nous interdisons rien, notamment dans les entreprises privées. Nous devons nous préoccuper de la question de l'unification syndicale, qui est un facteur important dans l'unification de notre camp social. Nous intervenons aussi dans des associations (à vocation) de masse sur des questions spécifiques. 10

15 15

2.2. LES BATAILLES POLITIQUES DANS LE FRONT UNIQUE

Dans les cadres de front unique, nous menons cinq batailles politiques fondamentales :

- L'auto-organisation des premiers concernés, notamment celles et ceux qui sont en lutte ;
- La possibilité pour elles et eux de débattre et de trancher, par un vote si nécessaire, leurs objectifs (plateforme revendicative, échéances...) ; 20

- La lutte contre les oppressions spécifiques (racisme, sexisme, LGBTI+phobies, validisme, xénophobie, etc.) pour que ces cadres de front unique soient les plus représentatifs possibles et pour faire reculer les idées réactionnaires ;

- La convergence et l'articulation des fronts de luttes sans instrumentalisation ni subordination ;

- Enfin, nous cherchons à ce que ces cadres posent la question du pouvoir, de qui dirige la société et de comment le faire. 25

25 25

Nous prenons la question de l'unification syndicale à bras-le-corps. Elle est un facteur important dans l'unification de notre camp social.

30 Au sein des syndicats et associations se développe tendanciellement une couche qui tend à confondre les intérêts de l'appareil avec ceux qu'elle est censée représenter. Nous luttons, à tous les niveaux, contre ces déformations bureaucratiques. Lorsque nous sommes minoritaires, nous tentons d'organiser des pôles de luttes au sein des syndicats, sur la base de nos quatre batailles fondamentales. Lorsque nous sommes majoritaires, nous mettons en place un tel fonctionnement. 30

2.3. L'UNITÉ POLITIQUE ET NOS TÂCHES DANS LES ÉLECTIONS

35 L'unité politique est un combat permanent et, dans la période dominée par la possibilité de la prise du pouvoir par l'extrême droite, s'étend aux élections pour démontrer la nécessité de l'unité antifasciste à tous les niveaux. 35

40 À ce titre, l'expérience du Nouveau Front populaire est un acquis. Le NFP a regroupé des partis de gauche, syndicats, associations et a entraîné des dizaines de milliers de militantEs, mais aussi un grand nombre de personnes non organisées ou venant à la politique pour la première fois, et dans laquelle des forces radicales (notamment la FI, mais aussi la CGT, la FSU) étaient centrales. La victoire du NFP face à l'extrême droite aux législatives de 2024 montre que les capacités de résistance et d'entraînement du mouvement ouvrier restent importantes. 40

45 Cependant, nous sommes aussi confrontés à ses limites. Notamment, nous nous affrontons à la volonté des principaux partis de gauche (LFI comprise) à maintenir le NFP comme un cartel électoral. Au contraire, nous militons pour que le NFP devienne pleinement un front social et politique qui puisse se porter aussi bien dans la rue, dans les luttes que dans l'arène électorale. Pour cela, nous nous appuyons sur des forces qui mènent globalement la même politique que nous au sein du NFP (Ensemble, GES, GDS...) mais aussi sur l'embryon de coordination nationale constitué autour de l'initiative menée par « les convois de la victoire », la fondation Copernic et les comités NFP qui y participent. 45

50 50

55 Le NFP n'est pas le seul front auquel nous participons. Certains cadres de luttes nous ont permis d'avancer dans la constitution de fronts plus ou moins unifiés. Ainsi sur la question palestinienne, à partir de cadre auto-organisés (UP), de cartels plus ou moins larges (Collectifs pour une paix juste et durable...), dans le mouvement féministe, antiraciste, sur les questions écologiques, etc. nous essayons de bâtir un front de lutte qui réunit partis politiques, organisations syndicales, associations. Dans plusieurs villes, des cadres permanents de ce type existent. Ces cadres ont initié de nombreux meetings à travers toute la France lors de la bataille des retraites en 2023. 55

60 Les élections posent la question de notre participation aux institutions bourgeoises. Notre positionnement dans les élections est tactique, ce qui signifie qu'il est déterminé par le contexte, mais nous avons un désaccord fondamental avec une partie importante de la gauche : nous ne pensons pas que nous pouvons « changer le système uniquement de l'intérieur » et nous refusons de valider, par notre soutien, une politique « sociale-libérale ». 60

Nous ne changerons pas les institutions de l'intérieur. Cependant, des élu-es révolutionnaires permettraient de relayer et

1 de renforcer les luttes en leur donnant une plus grande visibilité, voire en obtenant des avancées réelles, même si limitées 1
et enfin de démasquer le vide et la duplicité du personnel politique de la bourgeoisie.

5 Dans des élections nationales et locales, nos priorités (y compris notre participation à des listes) peuvent varier en fonc- 5
tion de la situation : empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite ou construire des alternatives indépendantes à la
droite comme à la gauche libérale. Cela peut nous amener à des tactiques différentes, en particulier dans les élections
locales, qui peuvent aller de l'appui à un rassemblement large de la gauche contre la menace fasciste, ou à construire des
fronts plus étroits capables de porter des mesures de rupture. Dans tous les cas, nos éventuels éluEs ne participeront pas à
la mise en œuvre des politiques libérales dans le cadre de majorités de gestion.

10 En effet, les collectivités territoriales (régions, départements, communes, etc.) ont aujourd'hui de moins en moins de 10
marges de manœuvre financières. Si leur principale ressource est la fiscalité locale, elles sont également dépendantes des
transferts financiers de l'État et des emprunts. La perte de compétences au profit des intercommunalités, le pouvoir tou-
jours plus important des préfets, réduisent d'autant plus la marge de manœuvre politique des municipalités.

15 Dans notre politique de front unique vis-à-vis de La France Insoumise, il y a nécessité de renforcer le débat politique avec 15
la direction de LFI comme avec leurs militantEs et sympathisantEs, sans autocensure et en assumant, en particulier, un
niveau plus élevé de confrontation sur la stratégie.

20 **3. RECONSTRUIRE UN PARTI ANTICAPITALISTE, UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE CAPABLE DE PESER** 20

Les forces qui se réclament de la rupture anticapitaliste sont faibles et morcelées. Certaines se vivent comme l'embryon
du parti révolutionnaire et n'ont donc aucune préoccupation au-delà de leur propre auto-construction. D'autres groupes,
qui se retrouvent aujourd'hui avec l'Après, poursuivent toujours la chimère de l'unité de toute la gauche, y compris so-
ciale-libérale.

30 Nous devons malgré tout continuer à maintenir notre politique de construction d'une organisation plus large que ce nous 30
sommes aujourd'hui, une force politique unitaire et révolutionnaire suffisamment puissante pour peser dans la situation.
Cela passera par le dépassement du NPA qui devra regrouper, bien au-delà des seulEs militantEs aujourd'hui organisésEs,
les animateurices des mouvements sociaux qui inscrivent leur action dans la perspective d'une transformation révolution-
naire de la société.

35 Ainsi, nous devons continuer à affirmer notre disponibilité en ce sens. Des discussions ont lieu avec différents groupes et 35
organisations et à différentes échelles (Égalités, PEPS, Autogestionnaire, GES, UCL, Ensemble !, etc.). Ces discussions ont
abouti à la rédaction d'un Manifeste avec une partie de ces organisations. Si, à ce stade, les conditions ne sont pas réunies,
ces discussions peuvent constituer un point d'appui pour avancer vers la construction d'un parti démocratique, unitaire et
révolutionnaire plus large.

40 Aussi nous devons continuer les discussions et contribuer à faire émerger des cadres de militantisme commun permet- 40
tant de faire des tests de rapprochement dans la pratique, y compris par des campagnes politiques communes. Dans le
même temps nous nous adressons largement aux organisations et associations du mouvement social pour poser la néces-
sité d'une nouvelle organisation capable de peser.

45 Il est difficile de prédire les rythmes d'un tel processus de regroupement et de dépassement du NPA-A. 45

Notre projet : l'écosocialisme !

50 **1. UN PARTI MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE OUVERT ET VIVANT** 50

Notre projet politique s'appuie sur les acquis du marxisme révolutionnaire, actualisé et enrichi tout au long de son his-
toire, des révolutions du début du 20e siècle, de la lutte contre les guerres impérialistes et le colonialisme, le front unique,
les mouvements émancipateurs des années 60 et 70 contre les oppressions, les luttes écologistes jusqu'aux nouvelles géné-
rations qui se politisent ces dernières décennies, notamment sur la question des oppressions (féminisme, luttes LGBTI+,
55 antiracisme, antivandalisme, cause animale, etc) et de l'antiproduktivisme. Nous apportons nos acquis et notre vision stra- 55
tégique tout en étant prêt-es à nous remettre en cause et à actualiser notre programme révolutionnaire et lutte des classes.

1.1. UN PARTI MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE

60 Ce que nous conservons de notre courant historique, du marxisme révolutionnaire (Marx, Lénine, Rosa Luxembourg, 60
Alexandra Kollontaï, Trotsky, etc.) : la démocratie comme axe stratégique de construction du socialisme ; la critique de la
bureaucratie ; une ambition majoritaire malgré notre positionnement minoritaire (ni gauchisme ni réformisme) ; le concept
stratégique de transition ; la centralité du prolétariat, des exploité-es et des opprimé-es, dans un
processus révolutionnaire ; l'internationalisme chevillé au corps.

1 De la IVE Internationale et notamment la LCR, nous conservons la conjugaison avec certaines sensibilités souvent pen- 1
sées à tort en opposition (le courant libertaire « lutte-de-classe » ou le courant autogestionnaire présents dans notre
parti stimulent et enrichissent nos réflexions et contribuent à notre évolution) ; le refus de tout sectarisme, la conviction
que l'unité de la classe, la réussite des mobilisations, sont prioritaires sur notre propre construction ; la conception d'un
5 marxisme ouvert, critique, actualisé, qui ne cesse jamais d'évoluer, qui ne tombe ni dans le catéchisme, ni dans l'adulation 5
des « grandes figures » ; un lien organique entre le mouvement social et notre organisation : nous nous laissons toujours la
possibilité d'être percutés par lui, et très souvent nous le sommes.

10 Mais nous ne nous restreignons pas à cela. Notre parti vise à intégrer dans un courant révolutionnaire nouveau les expé- 10
riences, les réflexions portées par toutes celles et tous ceux qui n'ont de cesse de vouloir changer radicalement le monde.
C'est en ce sens que de nombreuses et nombreux militant-es qui n'ont jamais été membres de la LCR, voire ont été membres
d'autres organisations, ont rejoint le NPA depuis sa création.

15 Nous cherchons à peser sur les rapports de forces, même partiellement. Préparer l'avenir, ce n'est pas commenter les 15
trahisons des réformistes, centristes ou les erreurs des autres révolutionnaires, c'est expérimenter avec celles et ceux qui
engagent le combat. Nous en sommes convaincuEs, l'écosocialisme de demain sera l'expression d'une pensée et d'une ac-
tion révolutionnaire profondément renouvelée.

1.2. OUVERT ET VIVANT

20 Même si notre courant a rompu il y a bien longtemps avec la vision erronée d'un capitalisme qui serait aveugle aux op- 20
pressions, ou d'oppressions qui ne serviraient qu'à diviser la classe, nous avons encore à assimiler les nouvelles élaborations
sur les oppressions depuis une vingtaine d'années, qui nous ont également percuté-es. Néanmoins, si certains points
sont à intégrer, d'autres à assimiler, certains sont à rejeter.

25 Nous défendons une théorie féministe marxiste, la théorie de la reproduction sociale, qui est une théorie à la fois matéria- 25
liste (les rapports sociaux de domination de classe, de genre et de race ont tous une base matérielle) et unitaire des rapports
sociaux de domination (le capitalisme se combine autant avec le patriarcat qu'avec le racisme et en sens inverse, on ne peut
analyser le patriarcat et le racisme actuels que dans le cadre du capitalisme). Nous nous définissons comme écosocialistes,
la préservation des écosystèmes, des ressources naturelles et plus généralement du vivant étant un élément constitutif et
30 essentiel d'un projet émancipateur. L'internationalisme est central à la fois dans le combat contre les dangers de guerre 30
interimpérialistes mais aussi dans notre projet de société.

1.3. NOTRE STRATÉGIE

35 Sur le plan stratégique, nous réaffirmons contre certaines lectures qui centrent les luttes à un niveau (inter-)individuel 35
que ce sont les structures qui maintiennent les dominations, ainsi que la classe au pouvoir, car c'est elle qui décide pour
nous tou-tes et que nos ennemis sont donc là. Cela ne nous empêche pas de changer dès ici et maintenant nos pratiques et
notre langage, mais nous savons que cela ne peut être que limité dans le cadre de la société capitaliste.

40 Notre courant défend une hypothèse stratégique principale, celle de la grève générale insurrectionnelle, qu'il nous 40
semble nécessaire également d'actualiser. Nous retenons l'hypothèse stratégique de l'irruption des exploité-es et des
opprimé-es mobilisé-es sur la scène politique. Cette irruption comprendra vraisemblablement une grève généralisée du
travail salarié, mais aussi de toute autre forme de travail, comme le travail reproductif, conjuguée avec d'autres formes
d'action, comme les blocages, les occupations... et des formes qu'on ne peut prévoir. Elle naît d'une crise politique, qui
45 mêle inextricablement les dimensions démocratiques, d'exploitation, d'oppression et écologiques. Dans ce cadre, bien que 45
nous ne pensions pas que les élections peuvent changer la société, celles-ci peuvent être des moments de politisation à
large échelle, et contribuer à la crise d'hégémonie des classes dirigeantes. Cette irruption des exploité-es et des opprimé-es
suppose l'existence de structures d'auto-organisation, qu'elles préexistent ou qu'elles se constituent dans l'affrontement,
et qui posent les jalons d'une société alternative autogérée et créent une situation de double pouvoir qui doit se dénouer
dans une confrontation entre les contre-pouvoirs populaires et l'État capitaliste parce que les classes dominantes ne se
50 laissent pas déposséder sans réagir. 50

55 La révolution ne se résume pas à un court moment détruisant l'État capitaliste, elle s'inscrit dans un processus long de 55
transformation de tous les rapports sociaux, à la fois des changements au cœur de la production, des éléments concernant
la reproduction sociale, une réorganisation de l'ensemble de la société, dans le cadre de la nécessaire décroissance globale
de la production matérielle imposée par la crise écologique et particulièrement le bouleversement climatique.

2. NOTRE PROJET ÉCOSOCIALISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉBARRASSÉE DE L'EXPLOITATION ET DES OPPRESSIONS

60 La partie suivante ne se veut pas exhaustive. Elle se propose de tracer quelques grandes lignes de notre programme en 60
lien avec notre projet écosocialiste pour une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

2.1. L'AUTO-ORGANISATION AU CŒUR DE NOTRE PROJET

65 Nous réaffirmons qu'un élément stratégique central de notre conception est la démocratie et l'auto-organisation, dans 65
les lieux de travail et de vie, que ce soit dans les luttes ou dans le cadre de notre parti.

1 Dans notre conception politique, la centralité de l'auto-organisation et de la démocratie n'est pas qu'une question de principes : elle est stratégique. Nous pensons que les cadres d'auto-organisation sont les embryons d'un autre pouvoir, un contre-pouvoir, qui peut être amené à contester le pouvoir gouvernemental et la classe qui est au pouvoir dans une situation pré-révolutionnaire, où « ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus ».

5 Ces formes d'auto-organisation sont également les embryons de la société à venir : elles permettent à notre classe de faire des expériences pour faire fonctionner par elle-même la société, expériences qui seront utiles lorsqu'elle sera réellement amenée à le faire.

10 Notre démocratie articule cette auto-organisation à tous les niveaux et le débat politique incluant les partis et les composantes du mouvement social.

2.2. UN PROGRAMME ÉCOSOCIALISTE

15 Pourquoi l'écosocialisme ? Le capitalisme est un système dirigé par la production en masse des marchandises afin de permettre l'accumulation croissante de capital. C'est un système qui conduit à la privatisation et à la marchandisation, transformant tout en source de profit. C'est la base de ce qu'on peut appeler une « rupture métabolique », c'est-à-dire un gouffre construit entre les sociétés humaines et l'écosystème que nous partageons avec le reste du vivant. Et c'est ce gouffre que nous devons réparer par une planification démocratique de la production et un usage des ressources qui tienne compte des limites planétaires et des rythmes de la biosphère. Ce qui signifie en finir avec le capitalisme.

20 L'écosocialisme signifie donc que nous partons des besoins sociaux et que nous visons leur satisfaction avec l'objectif de rééquilibrer notre conception et notre rapport à la nature. Ce ne peut être fait simplement par une socialisation sous contrôle ouvrier d'un appareil de production hérité du capitalisme. La restructuration de cet appareil fait partie intégrante du projet écosocialiste.

25 Le NPA avance à la fois des éléments transitoires et des éléments de programme global qui donnent à voir le projet de société pour lequel il se bat. Pour nous, les exigences immédiates, sociales, écologiques, démocratiques, contre les discriminations, portées par les mobilisations, tracent, par leur cohérence globale et par le rapport de force qu'elles exigent, le pont vers la nécessité d'une rupture globale avec le système.

2.2.1. LA DÉMOCRATIE ET LE POUVOIR

30 Nous avons conscience de l'importance de la crise démocratique du régime et de combien les enjeux démocratiques mobilisent. Nous avons besoin de mots d'ordre qui fassent le pont entre la situation actuelle et notre conception de la démocratie : une auto-organisation totale de la société et une démocratie qui donne à toutes et tous les moyens de décider.

35 Nous mettons aujourd'hui en avant les mots d'ordre « dégageons le gouvernement », « suppression de la Ve République », et « mise en place d'une Constituante ». À la différence de LFI qui inscrit la « destitution de Macron » et la perspective d'une VIe République dans le cadre de la présidentielle, nous mettons au centre la construction du rapport de force pour imposer les revendications, qu'elles soient démocratiques ou économiques. Nous appelons à une Constituante pour montrer la nécessité de tout changer et de tout rediscuter, mais nous n'en avons pas une description figée ou ficelée d'avance. Nous préconisons l'instauration d'institutions nouvelles qui devraient garantir à la fois une démocratie directe, un pouvoir autonome issu de la base de la société, comme la nécessaire coordination et planification dans le sens de l'intérêt général.

2.2.2 LA LUTTE CONTRE TOUTE FORME D'OPPRESSION ET D'EXPLOITATION

45 La société que nous proposons est une société libérée de toute forme d'oppression et d'exploitation où chacun-e déciderait collectivement comment (re)produire. Pour y parvenir, nous remettons en cause chaque dimension patriarcale, raciste, LGBTI+phobe, etc. de la société actuelle. Nous dessinons en opposition un autre projet de société.

50 Nous défendons l'ouverture de toutes les frontières, ainsi que la liberté inconditionnelle de circulation et d'installation. Plus globalement, nous défendons une égalité totale de tous les droits, quels que soient les domaines, entre tous et toutes, indépendamment de leur nationalité, leur racisation, leur genre, leur orientation sexuelle, etc.

55 La cellule familiale, dirigée par le père de famille, est vue comme structure de base des hiérarchies sociales sous le capitalisme. Le père dirige la famille, le patron dirige l'ouvrier, le « père de la nation » dirige la patrie, etc. Dans ce contexte, les personnes LGBTI+ dévient à la norme cis-hétéro-centrée, montrant que l'oppression des femmes par les hommes n'a rien de naturel ou de biologique, et sont en conséquence réprimées pour ces raisons.

60 Au-delà des revendications immédiates d'égalité des droits et de dignité, nous gardons l'horizon d'un monde sans oppressions et voulons détruire la dimension économique de la famille et construire d'autres façons de faire famille, d'autres parentalités, d'autres types de relations amoureuses et amicales, émancipatrices, à égalité, sans discrimination.

2.2.3. SOCIALISATION DE LA REPRODUCTION SOCIALE ET SATISFACTION DES BESOINS SOCIAUX

La reproduction sociale (la reproduction quotidienne et intergénérationnelle de la force de travail, l'organisation collective de la reproduction de la vie), base matérielle de l'oppression des

1 femmes, doit être sortie du foyer et socialisée. Cela passera par une collectivisation de ces espaces de reproduction (par 1
exemple la mise en place de crèche et de cantines collectives à l'échelle des quartiers et des lieux de travail).

5 Une telle collectivisation doit aller avec la mise en accessibilité de l'espace public dans son ensemble, afin de sortir 5
les personnes handicapées de l'assignation à la dépendance qui les maintient dans une position de sur-exploitation ou
d'exclusion. L'absence comme la perte incompressibles d'autonomie doivent être accompagnées collectivement et non
constituer une « charge » dévolue aux femmes, par la structure patriarcale, dans leur vie familiale ou professionnelle. Nous
mettons en avant des mots d'ordre transitoires pour des meilleurs services publics : financements à hauteur des besoins
(réouverture des lits fermés, augmentation des salaires, fonctionnarisation des vacataires de la fonction publique, ouver-
10 ture de postes, etc.), améliorations (meilleure prise en charge, respectueux des écosystèmes) et gratuité réelle. 10

15 La gratuité pour les besoins de base (transports publics du quotidien, premiers m³ d'eau, premiers kWh d'électricité...), 15
un service public du logement incluant la rénovation écologique et la baisse des loyers. Nous défendons l'extension du
champ de la cotisation permettant, entre autres, la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation. Une réelle réduction
du temps de travail salarié permettra également une meilleure répartition des tâches de reproduction et la prise en
charge collective des besoins de tou-tes.

2.2.4 SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION

20 Pour parvenir à tout cela, nous devons reprendre le contrôle de l'économie et de la production : c'est pourquoi nous 20
défendons l'expropriation et la socialisation des moyens de production, en particulier la possibilité pour les travailleurs.
ses de reprendre leur entreprise pour des productions utiles. Cela suppose de nouveaux droits et une augmentation subs-
tantielle de la protection sociale donc de la cotisation pour financer les investissements nécessaires et se soustraire à la
concurrence. Cette perspective exige un haut degré d'affrontement avec les capitalistes.

25 Cette réorganisation et cette planification ne peuvent qu'être démocratiques et autogestionnaires. Tout le monde dé- 25
cide quoi (re)produire et comment. Dans le cadre de la décroissance globale de la production matérielle et des transports,
certains secteurs seront amenés à décroître ou à disparaître (publicité, nucléaire, élevage industriel), et d'autres à croître
(éducation, santé, culture artistique et physique), afin de répondre aux besoins en particulier pour le soin aux personnes
et aux écosystèmes et non à la logique des profits. Ces enjeux prennent une importance et des formes différentes dans les
30 pays qui surconsomment et dans les pays où les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits et imposent la prise en compte 30
des inégalités nord-sud et de la dette écologique et climatique.

Dès maintenant, nous remettons en cause les productions inutiles et polluantes, avec une politique volontariste de re-
conversion des emplois (avec maintien intégral du salaire) en lien avec les travailleur-ses concernéEs. Nous luttons pour
35 l'abandon des projets écocides, nous défendons les expériences alternatives qui montrent que sont possibles d'autres fa- 35
çons de produire, consommer, aménager, construire, transporter, cultiver...

2.2.5 LA QUESTION DE LA RÉPRESSION

40 Nous avons des propositions programmatiques concernant la police, et ce d'autant plus face à l'actualité du racisme et 40
des violences policières.

45 Ces revendications transitoires s'articulent à notre projet révolutionnaire qui nécessitera la destruction de tous les corps 45
de répressions actuels (ce qui concerne aussi l'armée par exemple).. Les missions répressives disparaîtront (contrôles
d'identité, répression de la consommation de produits stupéfiants dits illégaux, expulsions...), d'autres missions seront
assurées par des collectifs auto-organisés (gestion de la voie publique, sécurité routière, assistance aux personnes...) et
d'autres, comme la lutte contre les violences faites aux femmes et intrafamiliales, seront certainement gérées par d'autres
structures spécifiques, formées et féministes.

50 Dans l'immédiat, nous mettons donc au cœur de nos revendications la suppression de la BAC, le désarmement de la 50
police au contact de la population, la mise en place d'une structure autonome et indépendante de contrôle de la police...

2.3. UN PARTI QUI EST LE REFLET DE NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ

55 Enfin, nos pratiques internes doivent aussi être le reflet de notre projet de société, dans une organisation qui favorise 55
l'auto-émancipation par l'action, la formation, et la solidarité, il s'agit d'abord de rompre avec les méthodes qui s'étaient
développées dans le NPA ces dernières années : la diffamation, des rapports de non-sincérité. Mais il s'agit également de
rompre avec les méthodes qui ont longtemps eu cours au sein du mouvement ouvrier : la mise en place d'un rapport de
force dès qu'il y a désaccord, le refus de tout compromis, la reproduction de rapports de pouvoirs que nous combattons
consciemment.

60 Nous avons la préoccupation que notre parti et toutes ses instances soient le reflet de notre classe. Une attention parti- 60
culière est portée au recrutement et à la place des personnes qui subissent l'exploitation la plus violente (travailleuses et
travailleurs les plus précarisé-es, ouvrières et ouvriers) et à celles et ceux qui subissent une oppression ou des oppressions
spécifiques (femmes, personnes racisées, LGBTI+, personnes handicapées).

1 À la place, nous essayons de construire des rapports de sincérité et de camaraderie entre les militantes et militants. 1
 Nous militons ensemble et avançons le plus possible vers des positions de compromis, et donc priorisons les décisions au
 consensus. Cette démarche permet aussi de sérier les véritables points de désaccord qui nécessitent le vote. Nous respec-
 tons les positions minoritaires sans essayer d'encore plus les minoriser. Enfin, nous ne déformons pas les propos ou les
 5 actes des camarades pour les décrédibiliser. 5

MOTIONS

10 **Motion adhésion à la IV^e Internationale** 10

15 La Rencontre nationale des comités des 7 et 8 décembre a discuté des rapports entre le NPA-A et la IV^e Internationale. 15
 Il est ressorti très fortement la volonté d'un rattachement collectif du NPA-A à l'Internationale, la plupart des camarades
 semblant favorable à une demande d'adhésion.

Enfin, il apparaît largement nécessaire, dans la situation actuelle du capitalisme, de disposer d'un outil pour échanger
 20 les expériences, les élaborations et les actions militantes au niveau international, et de renforcer nos perspectives interna- 20
 tionalistes avec des révolutionnaires dans le monde entier.

Le congrès décide donc, après l'accord du congrès mondial, d'adhérer à la IV^e Internationale. Dans ce processus, il y
 aura plusieurs points à aborder, notamment les relations entre les adhérent·es individuel·les de la IV en France membres
 25 d'autres organisations ou hors organisations au sein de la section française et notre rattachement collectif, le montant de 25
 notre cotisation collective, etc.

Du point de vue du NPA-A, cela aura pour conséquences, selon les statuts de l'Internationale, de publier les prises de
 position de l'Internationale, et que tou·tes les camarades auront accès aux circulaires et aux différentes réunions, écoles de
 30 formation et autres activités de l'Internationale. Il faudra aussi discuter de comment cela se retranscrit sur nos cotisations, 30
 cette adhésion collective étant de fait, l'adhésion de chacun, collectivement et donc l'augmentation du nombre de membres
 de l'Internationale. L'adhésion du NPA-A doit se concrétiser par une augmentation de la cotisation versée à l'Internationale.

35 **Motion sur la rentrée dans la jeunesse** 35

40 La rentrée universitaire et scolaire est un moment clé pour le recrutement de nouvelles et nouveaux camarades jeunes. À 40
 chaque rentrée, le parti fait de l'intervention en direction des lieux d'études (universités et lycées) sa priorité et mène une
 campagne de recrutement dans la jeunesse (Cette campagne peut par exemple prendre la forme de réunions publiques
 avec les porte-paroles, tracts, tables, etc.)

45 Cette intervention est menée par les Jeunesses Anticapitalistes, secteur jeune du parti, et plus globalement par les cama- 45
 rades jeunes, et doit bénéficier d'un large soutien du reste de l'organisation.

Ces campagnes doivent permettre de recruter, de développer notre implantation dans la jeunesse, et de former une nou-
 50 velle génération de militantEs 50

55 **Résolution Antiraciste** 55

Chapô (non soumis au vote) : Cette motion antiraciste se réfère à la résolution antiraciste adoptée par le CPN en novembre
 60 *2024 qui affirme que le racisme est indissociable du capitalisme, un système qui s'est historiquement construit sur l'expansion 60*
coloniale moderne, l'esclavage et de manière plus large la hiérarchisation raciale.

Loin d'être une simple « division » de la classe ouvrière, le racisme tue, mutilé et opprime struc- ● ● ●
 65 turellement. En France, il se manifeste par un racisme d'État : contrôles au faciès, violences poli-

1 cières ciblant les personnes noires et arabes, lois anti-migrations de plus en plus répressives, et islamophobie institution- 1
nelle (comme les lois interdisant le port du voile), les règles locales contre les voyageuses.

5 Ces mécanismes ne sont pas des anomalies, mais des outils pour maintenir un ordre social hiérarchique et racial où la 5
personne blanche est la norme dominante, héritée de l'impérialisme et de la colonialité

10 Le Rassemblement national (RN) incarne cette logique suprémaciste. Son projet ethno-nationaliste, fondé sur la « pré- 10
férence nationale » et la criminalisation des migrant-es et des musulman-es, vise à fracturer la classe ouvrière en instru-
mentalisant les peurs d'un prolétariat blanc craignant de perdre ses avantages relatifs (accès au logement, emplois stables,
etc.). Il est essentiel d'identifier dans la classe les effets du racisme et la manière dont il empêche l'unité du prolétariat à
travers l'articulation d'intérêts matériels et de la division raciale de la société pour la fraction blanche du prolétariat. Pour-
tant, le RN ne défend pas les travailleur-euses : il sert les intérêts d'une bourgeoisie qui instrumentalise le racisme pour
détourner les colères sociales. Face à cette menace, l'antiracisme ne peut être un combat secondaire ou uniquement moral
en ne s'attaquant qu'aux comportements individuels.

15 Il doit s'attaquer aux racines matérielles de l'oppression : la surexploitation des travailleur-euses racisé-es, la ségréga- 15
tion urbaine, ou encore les politiques néocoloniales de la France en Afrique.

20 Ces combats ne peuvent être menés sans soutenir l'auto-organisation des premier-ères concerné-es : collectifs de sans-pa- 20
papiers, associations de victimes de violences policières, ou collectifs antiracistes non mixtes. Le parti s'engage à amplifier
leurs voix dans l'espace public et à intégrer leurs revendications dans les luttes syndicales et écologistes parallèles. Il
s'engage également à intervenir dans les quartiers populaires et dans les mouvements anticoloniaux et anti-impérialistes
notamment sur la Palestine.

25 Il faut déconstruire les comportements de domination blanche au sein même des organisations progressistes, où le pa- 25
ternalisme et le déni du racisme persistent trop souvent.

Pour renverser ce système, la résolution propose des revendications concrètes :
- Abroger les lois racistes, comme la loi immigration de 2024 qui précarise les étranger-es, contre l'évolution de la circu-
laire Retailleau et exiger la régularisation de tous-tes les sans-papiers et l'égalité à tous les droits sociaux pour les migrantEs. 30
- Désarmer la police, interdire les armes mutilantes (LBD, grenades) et les techniques d'immobilisation mortelles, et
mettre fin à l'impunité des violences policières. Dissoudre les corps de police héritée du colonialisme (ex la BAC).
- Lutter contre l'islamophobie en abrogeant les lois interdisant le voile, en stoppant les fermetures arbitraires de mos-
quées, et en reconnaissant l'islamophobie comme une discrimination spécifique.
- Combattre les discriminations systémiques dans l'accès au logement, à l'éducation, à la santé et à l'emploi, où les per- 35
sonnes racisées sont systématiquement reléguées aux métiers les plus précaires.
- Combattre également le racisme permanent contre les Roms et l'antisémitisme

40 Nous défendons ces orientations dans les organisations de masses : collectifs d'organisations, associations antiracistes 40
et organisations syndicales. Nous les défendons dans le NPA - par des formations, des interventions - sur la nature du ra-
cisme, son impact et sur les stratégies et tactiques pour le combattre.

45 Enfin, face à la montée du RN, la résolution insiste sur l'urgence de faire de l'antiracisme un front central de la lutte des 45
classes.

50 Cela passe par des campagnes offensives – comme les mobilisations pour le 18 décembre (Journée internationale des 50
migrant-es) –, mais aussi par un travail de terrain pour expliquer que l'unité du prolétariat exige de briser le « consen-
sus blanc ». Seule une alliance consciente des oppressions croisées entre travailleur-euses blanc-hes et racisé-es, peut
construire un rapport de force face au capitalisme racial et à son bras armé, l'extrême droite.

55 En conclusion, nous appelons à un antiracisme révolutionnaire : ni moral ni sectoriel, mais ancré dans une praxis qui 55
articule libération raciale, justice sociale et abolition du système capitaliste.

55

60 **Motion « Développer notre intervention et 60 notre implantation sur les lieux de travail »**

L'IMPORTANCE DE L'INTERVENTION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL :

65 Le NPA-A, et la LCR avant lui, s'inscrit dans une tradition marxiste révolutionnaire. Cela signifie que dans notre analyse 65

| | | |
|----|--|----|
| 1 | | 1 |
| | du monde et de la situation, nous mettons l'accent sur les rapports de production et sur la lutte des classes comme moteur historique de l'évolution des sociétés. | |
| 5 | Cela signifie également que l'on considère que c'est notamment par la grève et la lutte que l'on change les choses. L'analyse faite de l'échec des derniers mouvements sociaux est, notamment, qu'il est dû aux taux de grève trop bas, à l'absence de grèves dures bloquant la production : nous pensons donc que l'implantation dans le monde du travail est indispensable. | 5 |
| 10 | Le NPA-A défend également que la nécessaire transition écologique et la reconversion de l'appareil de production ne doit pas se faire au détriment des salariéEs des industries polluantes, mais au contraire avec et par elleux. | 10 |
| | Nous sommes donc pour l'appropriation collective des moyens de production sous le contrôle des salariéEs et de la population pour faire face aux multiples crises (écologiques, économiques, sociales, etc.) du capitalisme pourrissant. | |
| 15 | Par conséquent, il y a donc une urgence à mener une politique spécifique d'intervention en direction des lieux de travail. | 15 |
| | Celle-ci peut se faire par le biais politique comme syndical, et concerne aussi bien les questions de salaires, de conditions de travail et de sécurité que les enjeux plus directement politiques, comme les questions internationales ou les oppressions. | |
| 20 | Pour rappel, ce que nous appelons « lieu de travail » ne se limite pas à la mythique grande usine. Un « lieu de travail », c'est un lieu qui regroupe un maximum de salariéEs sur un lieu donné dans le cadre de leur travail. Il peut dépendre du secteur privé ou public. Un hôpital, c'est un lieu de travail. Un Restaurant Inter-Administratif ou Inter-Entreprises aussi. | 20 |
| 25 | Une cantine de La Poste également, de même qu'une plateforme logistique. | 25 |
| | Enfin, le fait de cibler un lieu de travail où intervenir n'implique pas que les camarades doivent obligatoirement abandonner leur lieu d'intervention, leur implantation : il s'agit plutôt d'une part d'investir résolument son propre lieu de travail quand il existe, aussi petit soit-il d'ailleurs, notamment par le syndicalisme ; et d'autre part, d'identifier le lieu de travail comme un espace vers lequel orienter l'action militante collective du comité. | |
| 30 | | 30 |
| | AGIR AU NIVEAU NATIONAL... | |
| | Cette activité est centralisée au niveau national par la Commission d'Intervention sur les Lieux de Travail. Son équipe d'animation est élue par le CPN, elle est paritaire et représentative des différents secteurs professionnels où interviennent les camarades. | |
| 35 | | 35 |
| | Elle organise des réunions en visio mensuelles, annoncées dans l'InfoCE, et ouvertes à touTEs les camarades intervenant sur cette thématique. Elle rédige régulièrement des notes et circulaires à destination du parti. | |
| 40 | Tous les ans, une Réunion Nationale des salariéEs du Public et du Privé est organisée par la CILT. Elle est l'occasion d'échanger sur notre activité, mais aussi sur les mutations du monde du travail, les thématiques liées aux conditions de travail et à la sécurité, l'enjeu de la transition écologique, de politiser notre rapport au travail et à sa perte de sens pour beaucoup de salariéEs... | 40 |
| 45 | Les textes produits à cette occasion sont regroupés dans des « Cahiers de la CILT ». | 45 |
| | Les tâches de coordination et de diffusion de ses travaux doivent être renforcées : | |
| | - Les « branches » liées à des secteurs (Santé, transports, fonction publique, automobile, éducation nationale) sont mises en place et sont articulées plus étroitement à la CILT. Ces branches peuvent se structurer en commission (comme la Commission Santé-Sécu-Social) et organiser des réunions nationales. La CILT s'appuie sur leurs élaborations, notamment sur les questions liées aux conditions de travail et à la sécurité. | |
| 50 | | 50 |
| | - Un groupe de travail « Emploi » est mis en place après le congrès. Chargé de surveiller le marché de l'emploi, saisir les opportunités d'embauche et aider aux choix et au suivi des camarades qui s'engageraient dans cette voie. Il s'appuie sur le travail de recensement mené par les branches, les CILT locales, les comités... | |
| 55 | | 55 |
| | ... COMME AU NIVEAU LOCAL | |
| | Des CILT locales sont mises en place dans les mois qui suivent le congrès selon l'échelon géographique qui apparaît le plus pertinent (fédéral, départemental, régional, etc.). | |
| 60 | | 60 |
| | Si chaque comité doit établir, en étudiant le tissu économique local, des lieux de travail sur lesquels intervenir, le rôle de la CILT ainsi que des différentes branches, est de réaliser des fiches pratiques et du matériel pour aider à l'intervention. | |
| 65 | | 65 |
| | Les comités peuvent intervenir, depuis l'extérieur, sur les lieux de travail qu'ils ont précédemment identifiés par le biais | |

- 1 des « feuilles de boîte », du tract hebdo, de tracts locaux ou des tracts de commissions. 1
- Là où c'est pertinent et en lien avec les comités de la même zone géographique, il faut organiser des comités professionnels, regroupant les camarades d'un même secteur d'activité.
- 5 Dans les comités et dans les autres cadres dédiés, le parti doit pouvoir être utile aux camarades sur le soutien et les échanges concrets sur comment y militer. Que cela soit sur l'intervention syndicale, comme pour les discussions plus directement politiques, à fortiori pour essayer de pousser à l'organisation de mouvements de mobilisation ou de grève. 5
- 10 Construire l'auto-organisation est au centre de nos préoccupations et de nos efforts en tant que militantes révolutionnaires et souvent aussi un outil pour essayer de dépasser les limites d'un syndicalisme qui a encore des réflexes parfois boutiquiers, ou des logiques d'accompagnement et de dialogue social. 10
- Des discussions ont lieu également pour aider et accompagner les camarades en fin d'études, en reconversion professionnelle, à se faire embaucher là où ça recrute localement, là où des camarades sont déjà présentEs et où iels ont la possibilité de militer. 15
- Dans ce cadre, une attention toute particulière est menée dans l'intervention vers la jeunesse, en lien avec les JA, en direction des filières professionnelles (lycées pros, IUT, IFSI, CFA, etc.). 20
- 20 Enfin, l'intervention locale se construit par la participation aux cadres interprofessionnels, aux mobilisations de soutien aux différentes grèves. 20
- SUR LE PLAN SYNDICAL**
- 25 Au niveau national, des cadres de discussion se mettent en place pour rassembler les camarades investis dans chaque syndicat, afin de coordonner et centraliser l'activité. 25
- Les discussions se font également entre l'ensemble des camarades syndiquéEs du parti, pour permettre d'œuvrer au processus d'unification syndicale sur nos bases. 30
- 30 Au niveau local, l'activité syndicale des camarades est discutée dans les comités, pour les permettre d'intervenir sans se laisser aspirer dans les instances. 30
- Des réunions ouvertes regroupant les camarades du NPA-A syndiquéEs et les syndicalistes proches de nous peuvent localement être mises en place. 35
- Enfin, nous profitons des informations que nous obtenons grâce à notre investissement dans les unions locales et départementales, ainsi que dans les autres structures syndicales départementales pour développer notre propre intervention. 40
- 40
- Motion Commission cause animale n°1 :**
- « Libérer tous les animaux sentients de l'exploitation capitaliste »** 45
- 45
- 50 Ces deux dernières années, le NPA-l'Anticapitaliste, notamment par le biais de sa commission cause animale, a été actif dans les luttes contre l'exploitation animale. La commission a reçu les moyens de militer, a tissé des liens avec d'autre partis ou collectifs, son travail commence à être connu et reconnu. Cet acquis doit être consolidé, malgré les difficultés dues à l'enracinement profond du spécisme dans la société. 50
- 55 C'est un fait auquel personne n'échappe, et la question de la fin de l'exploitation animale a souvent été rabaissée, moquée et dénaturée même dans les organisations pourtant supposées être à l'avant-garde du progressisme et des luttes révolutionnaires. Pourtant, nous pensons que le parti est prêt à sortir de la réactance/dissonance et à rattraper le retard accumulé sur d'autres organisations y compris sociales-libérales. La lutte pour la libération de toutes, la fin de la mise à mort programmée, la fin des mutilations, la fin de l'exploitation dans son ensemble sont des luttes de fait anticapitalistes et radicales, qui ne concernent pas seulement les humains, mais également les animaux non-humains animalisés par intérêt capitaliste. Nous défendons qu'aucun être humain ne puisse être employé à des tâches de tuerie d'animaux et militons pour une société où se noueraient des relations entre êtres humains et animaux qui n'impliqueraient ni leur marchandisation ni leur mise à mort. 60
- 65
- 65

| | | |
|----|--|----|
| 1 | Par conséquent le NPA-l'Anticapitaliste : | 1 |
| | - Reconnaît la sentience et l'individualité des animaux non-humains, s'accordant avec les déclarations et les découvertes scientifiques les plus récentes ; | |
| 5 | - Soutient toute reconnaissance de la personnalité juridique des animaux et de leurs droits ; | 5 |
| | - Appuie les réformes visant à abolir ou limiter l'exploitation animale pour le divertissement, l'alimentation, la recherche, les vêtements ou le commerce d'animaux dits « de compagnie » ; | |
| 10 | - Défend la reconversion des emplois liés à l'élevage, la pêche et l'abattage sans perte de salaire ; | 10 |
| | - Soutient et participe aux initiatives (campagnes, manifestations, actions directes ...) visant à dénoncer l'exploitation animale et à s'y attaquer ; | |
| 15 | - Intègre les autres animaux sentients dans son programme : l'agriculture, l'écologie, la santé, le travail, l'urbanisme, les incluent nécessairement ; | 15 |
| | - Soutient l'abolition de la chasse et les actions qui la revendiquent. | |
| 20 | | 20 |

25 **Motion Commission cause animale n°2 : « Végétalisation de l'alimentation »** 25

Le NPA-l'Anticapitaliste promeut la végétalisation de l'alimentation : ses réunions publiques, meetings, université d'été proposent donc une nourriture exclusivement végétalienne, comme cela se fait déjà à la Fête de l'Humanité ou dans des mouvements de luttes alliées comme ceux des Soulèvements de la Terre.

35 **Motions « Économie »** 35

40 **Motion 1 : Analyse critique des mesures économiques prônées par La France Insoumise et leurs limites structurelles dans le cadre du capitalisme** 45

Les propositions économiques de La France Insoumise (LFI) s'inscrivent dans une logique post-keynésienne, visant à résoudre les crises économiques et à financer un programme de transition sociale et écologique par des politiques de relance économique (augmentation des dépenses publiques, des salaires, etc.), combinées à une taxation des grandes entreprises et une forte régulation. Bien que ces mesures répondent à des besoins urgents et puissent contribuer à court terme à diminuer les inégalités, elles ne remettent pas en cause les contradictions fondamentales du capitalisme et risquent, à moyen terme, d'aggraver la crise qu'elles cherchent pourtant à résoudre.

La stagnation économique actuelle est due à une crise de rentabilité et aux faibles gains de productivité auxquels font face les capitalistes. Dans ce contexte, qui prive la bourgeoisie de marge de manœuvre, prendre sur les profits ne ferait qu'accroître cette crise de rentabilité du capital. Le capitalisme ne peut être régulé durablement. L'augmentation des salaires et des dépenses publiques, combinée à une fiscalité accrue sur les profits, limite l'investissement privé et renforce les tensions structurelles du système. Les crises sont déplacées, non résolues. Ces mesures, tout en offrant un répit temporaire, ne font que reporter les contradictions du capitalisme en aggravant l'instabilité économique et sociale. De plus, une relance par la demande ou la création monétaire risque aussi de générer de l'inflation qui fait payer la crise d'une autre façon que les politiques d'austérité aux classes populaires.

Nous sommes évidemment pour revendiquer la hausse des salaires, mais nous ne le présentons pas comme une solution gagnant-gagnant qui viserait à relancer l'économie. Il s'agit pour nous

1 d'une mesure d'urgence pour les travailleurs.es, qui augmente la conflictualité entre les classes et débouche sur une situation transitoire. Un gouvernement réformiste serait poussé à sortir de cette instabilité en faisant marche arrière (retour à l'austérité, comme Mitterrand en 1983 ou Tsípras en 2015). Le mouvement révolutionnaire devrait à l'inverse pousser à s'affranchir de la pression du marché.

5 Seule une alternative révolutionnaire basée sur la socialisation des moyens de production, la planification économique démocratique et la fin de la logique du profit permet de concilier la satisfaction des revendications sociales et la fin des crises économiques.

10 **Motion 2 : Penser concrètement la socialisation de la production** 10

15 Nous devons ainsi penser de façon construite et cohérente en quoi devraient consister de nouvelles institutions communistes et la façon dont elles pourraient s'imposer à partir de ce qui existe aujourd'hui. C'est pourquoi nous devons donner des pistes sur ce qu'un gouvernement des travailleurs.es pourrait faire dans une période transitoire pour passer d'une économie capitaliste à une économie planifiée.

20 La transition vers une économie socialisée ne peut pas être instantanée, pour des raisons à la fois politiques (réaliser une alliance avec les franges précaires du petit-patronat) et économiques (se passer immédiatement de l'outil des prix de marché serait extrêmement difficile). Mais pour qu'elle puisse être amorcée, il faut que les grandes entreprises soient expropriées.

25 Elles deviendraient des unités de production non capitalistes, qui seraient viables dans la mesure où elles ne seraient pas en concurrence avec des entreprises capitalistes (ce qui implique un contrôle du commerce extérieur). L'investissement seraient financés par des caisses sectorielles d'investissement abondées par un système de cotisation et gérées par les représentant.e.s des travailleurs.es.

30 Ce passage des grandes entreprises vers de la production socialisée ne pourrait pas être réalisée de manière lente et graduelle en "gagnant" la concurrence avec les grandes entreprises privées. D'une part parce qu'il y a urgence à ce que leurs moyens de production soient réorientés vers les urgences sociales et environnementales. D'autre part parce que celles-ci bénéficient d'un "avantage" grâce à la surexploitation. Par ailleurs, si des cotisations sociales de plus en plus élevées étaient appliquées aux entreprises privées, ce prélèvement sur la plus-value accroîtrait la crise de rentabilité dans la sphère privée.

40 A l'inverse, si la sphère privée est réduite à des petites et moyennes entreprises, elle pourrait être régulée dans la période de transition. Ces entreprises, et surtout leurs salarié·es, seraient progressivement incité·es à rejoindre les entreprises socialisées aux conditions de travail meilleures et à la direction autogérée. Le petit-patronat indépendant pourrait être aidé.

45 Ce projet de nouvelles caisses de la sécurité sociale qui va de pair avec le combat pour la conquête du pouvoir politique par les travailleurs.es, permettrait ainsi de poser les bases d'une économie non-capitaliste socialisée visant à se substituer intégralement au système de marché concurrentiel actuel.

Il ne s'agit évidemment que de premières pistes de réflexion, et il est crucial que le NPA s'empare de ces questions économiques pour rendre notre projet de société crédible et désirable.

50 **Motion « Programme »** 50

55 Le congrès du NPA mandate le CPN et le CE pour élaborer et promouvoir un programme qui s'inscrit dans une démarche d'agitation révolutionnaire et de construction de notre organisation en lien avec les luttes populaires actuelles. Pour cela :

60 1. Sur la base du texte d'orientation du congrès et du programme de la campagne présidentielle de Philippe Poutou, le NPA se dote d'un programme clair et accessible, à destination de l'extérieur du parti. Ce programme aura pour objectif de mener de l'agitation et de la propagande afin de nous aider à nous construire, à diffuser nos idées et à les rendre crédibles et désirables.

65 2. Ce programme ne se limitera pas à des mesures d'urgence, mais inclura également des éléments transitoires, abordant les contradictions du système actuel et ouvrant la voie à une transformation révolutionnaire de la société. Il expliquera clairement notre stratégie révolutionnaire et notre perspective autogestionnaire, en montrant comment ces perspectives peuvent, en les liant aux luttes actuelles, répondre concrètement aux besoins des classes populaires.

65

1 3. Ce programme sera imprimé et maqueté, mis en valeur sur notre site internet et nos réseaux sociaux, avec si les forces le permettent une déclinaison en plusieurs vignettes vidéos pour toucher un large public et multiplier les supports de diffusion.

5 4. Ce programme pourra être mis à jour chaque année par le CPN, si nécessaire, et sera revoté et actualisé lors de chaque congrès, afin de rester en phase avec les évolutions politiques et sociales, tout en conservant son objectif de diffuser nos idées de manière accessibles et convaincantes.

10 5. Il servira de socle pour d'éventuelles futures campagnes électorales (en l'adaptant en fonction du type d'élection et de la situation politique afin d'être audible). Il nous servira également de point de repère dans d'éventuelles négociations avec d'autres forces politiques. Ce programme ne nous empêche pas de défendre de manière unitaire des mesures d'urgences avec d'autres organisations comme nous l'avons fait dans le cadre du NFP

15 **Motion « Pour une prise en compte de la mutation numérique du capitalisme »**

20 À cause de son invisibilisation volontaire, l'évolution du numérique et sa place dans la société capitaliste qui l'a créé sont des sujets qui n'ont été que peu abordés dans leur globalité par les mouvements politiques, alors que son existence a transformé le capitalisme lui-même. Nous devons porter une analyse marxiste sur cette mutation qui a des impacts directs sur notre capacité à exister en tant que parti, à élaborer notre réflexion et notre construction et à intervenir.

25 De manière générale notre construction doit être le reflet de notre projet politique. Nous avons déjà une vigilance saine envers les outils que nous pouvons utiliser au quotidien, mais nous devons aller plus loin dans ce domaine :

- Ne plus penser le numérique comme un simple outil qu'on saurait utiliser «en évitant ses mauvais côtés» mais le considérer comme un objet hégémonique qui a des effets quel que soit le niveau d'interaction, sans tomber dans un rejet stérile par technophobie ;

30 - Privilégier pour nos usages internes comme externes les outils ne facilitant pas la surveillance de masse sans en faire une ligne rouge ;

- Créer des liens avec les collectifs travaillant sur ces questions, porter leurs revendications ;

35 - Créer un groupe de travail pour s'appropriier le sujet et analyser les impacts économiques, sociaux et écologiques de cette technologie.

40 **Motion « Pour un parti antivalidiste ! »**

Pourquoi se saisir de l'antivalidisme dans une perspective révolutionnaire ?

45 AucunE de nos camarades n'ignore (et c'est heureux) l'oppression subie par les personnes handicapées. Il nous faut encore en prendre la pleine mesure : l'oppression validiste nourrit et justifie un rapport social d'exploitation des personnes handi. Comme le racisme et le sexisme, elle est structurante de la société capitaliste. Ceux d'entre nous « trop » handis pour être exploités sont renvoyés à la ségrégation voire à la mort en institutions. Même dans ces cas, certains ateliers « d'art-thérapie » ou « d'ergothérapie » extirpent des profits de la production handi. Ce qui est valable pour le système raciste et patriarcal l'est aussi pour le système validiste : en créant une norme artificielle, on permet d'exclure et d'enfermer ceux qui sortent de cette norme, considérés comme indésirables dans l'espace public.

50 Ainsi, nous handiEs, ne nous étonnons pas du conditionnement du RSA. Le travail quasi-gratuit est notre lot depuis des dizaines d'années dans les ESAT. Ces mêmes ESAT qui, dès leur déploiement, ont préfiguré le développement de la sous-traitance : structures opaques vendant une force de travail au rabais et atomisant la masse de leurs travailleurEs. Ceux d'entre nous qui travaillent en milieu « ordinaire » font, quant à elleux, l'objet d'une littérature abondante sur leur « rentabilité »³. Nous avons essuyé les plâtres, également, de la prédation capitaliste sur l'aménagement urbain. De l'inaccessibilité des villes, des services et des transports à la disparition des espaces non-commerciaux de sociabilité, il n'y a jamais eu qu'un pas. Ainsi, ceux d'entre nous que leur corps ou leur esprit condamne à « l'improductivité » et que l'inaccessibilité des espaces condamne à la dépendance sont institutionnalisés.

60 Fort de cette analyse, le NPA-L'Anticapitaliste doit intégrer pleinement l'analyse antivalidiste à ses textes fondateurs, sur la base notamment des amendements proposés par la CAV au texte général soumis au vote du 6e Congrès. Il acte par ailleurs l'engagement, à l'issue du Congrès, d'un

- 1 travail concerté avec la CAV pour l'accessibilité de tous ses locaux, de tous ses textes et de ses instances ; ainsi que pour la 1
mise en place d'une formation minimale systématique à l'antivaldisme.
- 1-Voir sur ce point les tracts du GIA relatifs aux ateliers d'ergothérapie dans les hôpitaux psychiatriques.
- 2-L'exemple de l'autisme est édifiant à cet égard, nous invitons nos camarades à regarder l'argumentaire « inclusif » ré-
current sur les avantages qu'une entreprise privée retire de l'emploi de personnes autistes. 5
- 3-Voir sur ce point les articles de Morgane (CAV) relatifs à l'institutionnalisation (L'AntiK papier pour une version
« courte » ; en ligne plus amplement développée).

10 **Motion : « Pour un porte-parolat 10 renouvelé et collectif »**

15 Le parti se dote d'un collectif de porte-paroles. Le rôle de ces camarades sera de porter la parole, représenter et présenter 15
les idées et les causes du parti, parler et visibiliser nos interventions. Concrètement, iels sont amenées à prendre la parole,
en meeting, en manifs, dans les médias, être nos visages publics.

20 Nous sommes un parti qui croit à une forme de centralisation politique, de centralisme démocratique. Choisir des 20
porte-paroles en lien avec la direction politique, les commissions, l'élaboration quotidienne ou hebdomadaire nous assure
d'avoir des camarades en position de pouvoir porter au mieux cette orientation, de pouvoir réagir aussi bien à l'actualité
qu'à l'analyse de la situation. Nos porte-paroles ont des responsabilités envers le parti, mais le parti en a envers elleux.

25 Dans ces choix, nous devons considérer une somme de critères non exclusifs en termes de profils : sociologiques / pro- 25
fessionnel / le champ d'intervention politique / de genre / racialisation / d'âge / de représentation des personnes LGBTI
et bien d'autres questions encore.

30 Mais également : présenter un attachement à l'organisation et un cadre de confiance fort (et donc également une certaine 30
ancienneté), présenter une forme de consensualité au sein de l'organisation, respect du mandat et du consensus politique.

C'est important aussi pour l'animation de réunions publiques thématiques par des camarades formées et préparées.
C'est un enjeu pour l'organisation et permet ainsi aux porte-paroles, mais aussi au collectif et aux individus de prendre
confiance.

35 Enfin, il faut des qualités orales et d'expression propres à certains types de prise de paroles (vidéos / médias / meetings / 35
manifs). À ce titre, la formation de nos camarades est particulièrement importante. Rien n'est inné.

Il faut repenser un porte-parolat comme un collectif, et pas juste une addition de plusieurs individus.

40 Il faut que ce collectif puisse ainsi être un lien d'échange et d'élaboration collectif, de réflexion mais aussi un cadre qui 40
puisse permettre d'accompagner et de prendre soin de chacunE et les un.es des autres, dans une tâche parfois particulièrement
éprouvante, car très exposée. Un cadre qui, rêvons un peu, puisse devenir aussi un cadre de solidarité politique,
ce qui pourra être précieux dans une période de montée de l'extrême droite, de la réaction, qui mettra également à rude
épreuve nos porte-paroles en visibilité dans les médias ou en particulier sur les réseaux sociaux. 45

Ce collectif permet une représentation géographique. Il devra comporter des camarades de région parisienne (où se
trouve les médias nationaux et où se trouve Rotographie).

50 Ce collectif, composé des porte-paroles et dont il reste à déterminer les nature des liens, resserrés, qu'il entretiendra avec 50
le CE et le CPN, permettrait aussi une plus grande souplesse en termes d'intégration et renouvellement. Mais il est évidemment
indispensable de penser et préciser les rapports collectif de porte-paroles / direction. Avec la préoccupation que le
collectif ne s'autonomise pas et ne crée pas un cadre parallèle de direction. Ce n'est pas sa fonction.

55 À l'issue du congrès, le parti se dote d'un groupe de travail qui sera chargé de réfléchir aux modalités et aux camarades 55
pouvant constituer ce collectif de porte-paroles. Afin qu'il soit soumis au vote d'un prochain CPN. Ce collectif, en plus des
charges du porte-parolat, aura également pour vocation d'essayer d'élaborer concrètement sur la prise de parole, dans les
médias, dans les meetings, notre rapport à la représentation, aux médias, etc.

60

65

1 **Motion « Conflictualité dans le parti »**

5 Lors du congrès, il est apparu que des tensions et conflits traversent depuis un bon moment l'organisation et sa direction.

Cela génère des souffrances importantes et des difficultés de fonctionnement, qui ont impacté négativement le congrès lui-même.

10 La direction du parti reconnaît qu'elle n'a pas su prendre en charge correctement ce problème important et s'en excuse auprès des militantEs et des personnes impliquées.

Certaines instances du parti ont été saisies d'une partie du problème. Elles vont poursuivre leurs travaux.

15 Le congrès mandate la future direction pour mettre en place des cadres qui permettent de traiter correctement le problème, en transparence par rapport aux comités locaux du NPA.

20 **Motion de soutien aux victimes de violences sexistes et sexuelles adoptée par le 6^e congrès**

25 Après la vague #MeToo et la révélation d'affaires de violences sexistes et sexuelles dans toutes les sphères de la société, l'ensemble de la gauche sociale et politique doit se remettre en question.

30 Le NPA – L'Anticapitaliste ne peut pas échapper à un retour critique sur son histoire.

Trop longtemps, les victimes de violences sexistes et sexuelles ont été maltraitées au sein de notre courant politique et n'ont pas eu la reconnaissance et la réparation auxquelles elles auraient pu prétendre.

35 Trop longtemps, elles ont été silencieuses et ont quitté le parti sur la pointe des pieds, alors que leur agresseur, lui, restait membre de l'organisation.

Le NPA – L'Anticapitaliste, réuni en congrès, apporte son soutien à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles en son sein ou commises par un de ses membres. Il leur réaffirme : « Nous vous croyons ».

40 Il présente ses excuses à toutes les camarades victimes de violences sexistes et sexuelles en son sein ou commises par un de ses membres, pour n'avoir pas empêché ces agressions, pour ne pas avoir reconnu leurs souffrances, pour ne pas avoir qualifié correctement les faits subis quand il s'agissait notamment de viols.

45 Le congrès du NPA – L'Anticapitaliste apporte son soutien à la CVSS et la mandate pour qu'elle puisse traiter les saisines dans de bonnes conditions et sans subir de pressions.

Le NPA – L'Anticapitaliste s'engage pour créer une véritable culture féministe en son sein ; notamment en développant les formations sur les VSS pour l'ensemble de ses camarades et en favorisant la libération de la parole ; pour permettre

50 aux femmes et personnes minorisées de genre de pouvoir s'investir et militer durablement.

55

60

65



| | | |
|----|--|----|
| 1 | PROTOCOLE DE FONCTIONNEMENT | 1 |
| | DE LA COMMISSION VIOLENCES | |
| 5 | SEXISTES ET SEXUELLES | 5 |
| 10 | I. COMPOSITION DE LA CVSS | 10 |
| | La Commission Violences Sexistes et Sexuelles (CVSS) est constituée de 6 à 10 membres, femmes ou minorisées de genre de l'organisation, représentant plusieurs générations / régions / tendances du congrès etc. Les instances auxquelles appartiennent les candidates (comité, fédération, commission...) sont sollicitées pour donner leur avis sur les candidatures. | |
| 15 | La CVSS est indépendante de la direction, et ses membres ne peuvent pas faire partie du CE, du CPN ou de la CRC. Les membres de la CVSS doivent avoir une ancienneté d'au moins 2 ans dans le parti. | 15 |
| | Les candidatures à la CVSS sont prioritairement étudiées parmi les participantes régulières au GTVSS (Groupe de Travail sur les Violences Sexistes et Sexuelles). | |
| 20 | S'il est préférable que les membres de la CVSS soient déjà formés en amont de leur intégration, elles reçoivent obligatoirement dès le début de leur mandat une ou des formations sur les violences sexistes et sexuelles. Celles-ci sont réalisées, en lien avec la Commission nationale d'intervention féministe du NPA (CNIF), par une ou plusieurs associations de prise en charge de victimes de violences et d'accompagnement des auteurs : AVFT, APIAF, Planning Familial, Nous Toutes, CFCV etc. | 20 |
| 25 | Dans la mesure du possible, ces formations seront renouvelées annuellement. Les membres de la CVSS suivront aussi une ou plusieurs formations sur l'ensemble des oppressions : racisme, transphobie, LGBTIphobies, validisme etc. | 25 |
| 30 | II. SAISINE DE LA CVSS | 30 |
| | La priorité de l'organisation doit être la prévention des VSS, d'abord par les formations sur les questions de féminisme, obligatoires et continue à tous les niveaux de l'organisation. Cet aspect doit être pris en charge à tous les niveaux du parti (comités, fédérations, instances de directions, commissions). Y compris toutes nos échéances publiques ou internes | |
| 35 | doivent s'appliquer à prévenir la survenue de violences sexistes et sexuelles. | 35 |
| | Les camarades confrontés à des VSS, qu'elles/ils soient victimes ou témoins, doivent envisager, si cela est possible, de se tourner vers les instances de l'organisation, notamment en les réunissant en non mixité, dans l'objectif de trouver des solutions collectives. | |
| 40 | Tout.e camarade peut saisir la CVSS lorsqu'il estime être victime de violence sexiste et/ou sexuelle de la part d'un.e autre camarade (qu'il appartienne au NPA ou pas). Tout.e camarade peut demander à être accueilli.e par la CVSS pour y porter sa parole, même sans nécessairement la saisir. | 40 |
| 45 | La CVSS doit assurer la prise en charge des victimes de VSS, la réception de leur témoignage, puis doit rencontrer la personne mise en cause et les éventuel.les témoins afin de faire des préconisations en direction du comité de la personne mise en cause. | 45 |
| | • Dans la CVSS, deux personnes assureront le suivi et l'accompagnement de la personne ayant saisi la CVSS. | |
| 50 | • Les autres membres délèguent à un / des binômes (hors les deux qui accompagnent la personne ayant saisi) le recueil des témoignages de la victime déclarée, de la personne mise en cause et des témoins éventuel.les. | 50 |
| | Elles feront des préconisations et seront chargées d'accompagner les camarades ayant reconnu des faits de VSS dans leur réintégration au parti. | |
| 55 | Lorsqu'elle est saisie, la CVSS décrète la suspension à titre conservatoire prévue par les statuts puis en informe le Comité exécutif, CE qui informe le comité du camarade mis en cause et le bureau de la fédération dont dépend le mis en cause. Dans le cas où le mis en cause est investi dans les cadres nationaux du NPA, le CE publie alors une information dans l'Info-CE à l'ensemble des militantEs. Les deux instances et le comité œuvrent conjointement pour sa mise en application. | 55 |
| 60 | La CVSS assure le lien avec le comité : elle s'assure de la mise à distance du camarade mis en cause avec le comité, donne au comité une caractérisation générale des faits, communique le protocole de fonctionnement de la CVSS, tient informé le comité sur le déroulé de la procédure. | 60 |
| 65 | | 65 |

- 1 Le comité concerné par une suspension doit recevoir une formation sur les VSS dispensée par la CNIF (ou autres organisations féministes) avant de voter ce qu'il met en œuvre comme mesures. 1
- 5 Après rédaction de son avis, la CVSS peut présenter son rapport au comité à la demande de ce dernier, qui sera chargé de voter ce qu'il met en œuvre comme mesures. 5
- Le comité du mis en cause (ou sa fédération) peut informer les autres organisations locales de la suspension pour violences sexistes et sexuelles, de la mise en œuvre d'une procédure, et de sa fin ; lorsqu'il estime que cela est nécessaire au vu de l'implication du mis en cause dans ces autres organisations et du danger potentiel d'autres victimes. Dans tous les cas, le comité prendra l'avis de la CVSS sur ce point. 10
- Dans les cas où elle est saisie, la CVSS travaille en bonne intelligence avec la Commission de Résolution des Conflits pour repérer les cas de VSS et rendre un avis spécifique sur ces questions. 15
- 15 Lorsque la CRC est saisie, et que des VSS seraient l'objet du signalement, la CRC renvoie le dossier vers la CVSS pour la gestion du dossier. La CRC et la CVSS auront la préoccupation de rendre compatibles leurs préconisations. Si cela ne devait pas être le cas, le comité tranchera et des appels pourront être effectués. 15
- 20 La CVSS essaie d'agir au cas par cas et de proposer des pistes de travail et des solutions dans l'intérêt des victimes déclarées et de l'organisation. 20
- La CVSS peut, en dernière instance, s'auto saisir en cas de danger grave et imminent pour la victime, pour d'autres potentielles victimes ou pour l'organisation, seulement en lien avec la/les victimes :
- 25
- dans les cas où un.e camarade reconnaîtrait avoir commis des VSS mais sans qu'une victime ne saisisse la CVSS ou toute autre instance,
 - dans les cas où une victime serait extérieure au parti,
 - dans les cas où la CVSS serait informée de violence sans saisine.
- 30 30
- III. PROCÉDURES**
- La CVSS assure la confidentialité des affaires qu'elle traite.
- 35 En cas de demande, une des parties peut être entendue par une formation élargie de la CVSS au-delà des 2 personnes mandatées. 35
- Le choix des membres de la CVSS en charge d'une affaire est validé par l'ensemble de la CVSS et la victime.
- 40 Toutes les parties ont droit à un accompagnement par le/la/les camarades de leur choix (au plus deux camarades, hors membres du CE). Si les accompagnant.es ne sont pas membres du NPA, il faut en informer la CVSS et vérifier que cela ne pose pas de problème. 40
- Toutes les personnes ayant été reçues par la CVSS (victimes, personnes mise en cause, témoins) devront recevoir le verbatim et sa synthèse de leurs entretiens avec cette dernière pour les relire et les valider. En cas de désaccord sur la retranscription, les deux versions pourront être indiquées. 45
- 45 La CVSS assure, pour les deux parties, l'accès aux éléments du dossier : saisines, demandes de témoignages et documents divers portés au dossier. Toute personne qui souhaite témoigner dans le cadre d'une saisine en cours doit mettre par écrit l'objet de son témoignage. 50
- 50 Ces éléments doivent être consultables par les parties sous format papier mais ne sont pas communicables. Les parties sont tenues à la confidentialité. La CVSS doit prévenir du moment où elle transmet ces informations.
- 55 Lorsqu'elle est saisie, la CVSS dispose d'un délai d'un mois à partir de la saisine pour informer par écrit la personne mise en cause des faits qui lui sont reprochés. 55
- Elle dispose d'un délai souhaitable de six mois maximum entre la saisine initiale et le rendu de ses préconisations.
- 60 En début de procédure, la CVSS procède donc à une première caractérisation des faits après rencontre avec la victime, pour pouvoir informer la personne mise en cause. A la fin de la procédure et avec l'ensemble des éléments, la CVSS procède à une caractérisation finale qu'elle rend dans son avis. 60

C'est sur la base de cette caractérisation qu'elle émet ses préconisations et que sont attendues la

| | | |
|----|---|----|
| 1 | reconnaissance des faits et les excuses du/des agresseur-s. | 1 |
| | IV. MESURES ET SUIVI | |
| | S'il existe un continuum des violences, l'ensemble des violences sexistes et sexuelles ne sont pas équivalentes. | |
| 5 | La CVSS propose des mesures adaptées à la gravité des faits qu'elle a caractérisés. Ces mesures prennent en compte trois niveaux de préoccupations : | 5 |
| | 1) Elles sont nécessaires et utiles pour les victimes. | |
| 10 | 2) Elles améliorent le fonctionnement de l'organisation et la formation de l'ensemble de ses membres. | 10 |
| | 3) Elles permettent une prise en charge de l'agresseur. | |
| | Il ne s'agit pas de prendre des sanctions visant à punir, mais de tenter de réparer, de militer au mieux dans les meilleures conditions et de progresser politiquement. | |
| 15 | Pour cela, la CVSS se base notamment sur le protocole de réintégration voté au congrès de 2022 et sur les statuts de l'organisation. | 15 |
| | Exemples de mesures : | |
| 20 | - exclusion de certains cadres, | 20 |
| | - radiation temporaire, | |
| 25 | - changement de comité, | 25 |
| | - interdiction de représenter le parti, | |
| | - interdiction de parole dans certains cadres, | |
| 30 | - démandatement d'une ou plusieurs instances, | 30 |
| | - formation obligatoire, | |
| 35 | - fiches de lecture, | 35 |
| | - prise en charge extérieure, | |
| | - participation à des groupes de paroles, ateliers de prévention des violences... | |
| 40 | Des circonstances aggravantes telles que la multiplicité des faits commis par un auteur, la mise en place d'un système de violences et de prédation par le biais de l'organisation, des violences commises dans la durée, l'existence de plusieurs victimes, l'ancienneté du camarade dans l'organisation, etc., peuvent conduire à douter : d'une part des capacités du mis en cause à évoluer à court terme ; d'autre part de la capacité de l'organisation à assurer la sécurité des camarades femmes et le bien être des camarades victimes. Aussi, l'exclusion définitive est une des mesures que peut préconiser la CVSS. | 40 |
| 45 | Tout-e militant.e dans le parti se doit de porter les valeurs de notre organisation, ce qui inclut donc le féminisme et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, pas seulement dans le discours et la théorie mais également dans la pratique et les comportements envers les femmes et les personnes minorisées de genre. | 45 |
| 50 | La capacité à porter les valeurs du féminisme et à les incarner dans sa pratique et son comportement relationnel doit et devra faire partie des critères pour l'élection de camarades à des postes de responsabilité politique dans l'organisation. Un camarade reconnu auteur de faits graves de violences sexistes et sexuelles ne peut pas se retrouver en direction. | 50 |
| 55 | Après l'élection du CPN, une formation sur les violences sexistes et sexuelles devra être organisée pour ses membres. | 55 |
| | Rappel du protocole voté lors du congrès de 2022, concernant la réintégration d'agresseur ayant fait l'objet ou non d'une procédure de la CVSS, celle-ci ne peut avoir lieu qu'aux conditions ci-dessous : | |
| 60 | • Reconnaissance des faits par l'agresseur, excuses présentées. | 60 |
| | • Engagement de l'agresseur dans un processus de formation interne ou externe sur les VSS. | |
| | • Engagement de réparation matérielle auprès de la victime : prise en charge des frais engagés (psy, médecins, frais en | |
| 65 | | 65 |

- 1 cas de séparation dans les cas de violences conjugales...) à fixer via les recommandations de la CM. 1
- Engagement de l'agresseur dans une démarche personnelle pour comprendre et prévenir l'apparition de comportements violents (suivi psychologique etc.).
- 5
- Pas de tâches de représentation du parti ou de direction pendant une durée proposée par la CVSS.
 - Travail en bonne intelligence avec la victime pour la gestion des "points de contacts" (réunions, AG, manifestations...). Si la victime en exprime le besoin, alors l'agresseur doit se mettre en retrait de ces occasions.
- 10
- Avant toute réintégration, l'agresseur est auditionné par trois camarades conjointement (un.e membre de la CVSS, un.e membre du CE, un.e membre de la CNIF). Suite à cette discussion, la réintégration est soumise ou non au comité dans lequel la réintégration est demandée.
- 15
- Dans les cas où cela serait possible, la réintégration des camarades concernés pourrait être notifiée aux autres organisations (syndicales et/ou associatives) dont le camarade fait partie, en indiquant que cette réintégration se fait dans le cadre de notre protocole.
- 20 Aucune réintégration à l'organisation ne peut se faire sans l'audition préalable précitée, à laquelle participe obligatoirement le comité du mis en cause, afin que ce dernier puisse prendre sa décision. 20
- Au moins un entretien de suivi de l'agresseur sera effectué par la CVSS tout au long de la suspension de ce dernier.
- 25 En cas de viol, une exclusion définitive devra être prononcée. 25
- En dernière instance, c'est au comité de la personne mise en cause de voter ce qu'il met en œuvre comme mesures.
- 30 Dans certains cas, liés à la position du mis en cause (permanent de l'organisation, membre du CE ou du CPN, etc.), une partie des préconisations pourront être adoptées et mises en œuvre par le CE. 30
- Dans les cas où l'une des parties (comité-s, personne-s mise-s en cause, victime-s - y compris si elle-s n'est ou ne sont pas membres du NPA) serait en désaccord avec les mesures mises en œuvre, ou avec la caractérisation des faits, alors elle pourrait faire appel pour que le CPN et/ou le congrès, seule instance démocratique pouvant trancher en dernière instance, réévalue la saisine.
- 35
- Le CPN ou le congrès met en place une commission ad hoc non-mixte qui présentera sa compréhension du désaccord pour que le CPN ou le congrès dans son ensemble ait les éléments pour prendre une décision.
- 40
- Dans ce cadre, la CVSS rendrait compte de ses préconisations devant la commission ad hoc avec le souci du respect de la confidentialité des données concernant les victimes. 40
- La CVSS suit avec le comité concerné la mise en œuvre des mesures de suspension des camarades votées par leur comité : protocole de gestion des points de contacts et contact avec la CT et avec le camarade mis en cause etc.
- 45
- La CVSS assure le suivi des camarades ayant reconnu des faits de VSS – qu'ils aient été suspendus ou non, mais notamment dans les cas de réintégration dans le parti, et met en application un protocole de réintégration adapté sur la base de celui voté au congrès.
- 50
- La reconnaissance des faits et les excuses présentées doivent être un préalable à la mise en place d'un protocole de réintégration. C'est la CVSS qui prend en charge le fait que la reconnaissance des faits soit en adéquation avec les faits reprochés.
- 55
- La CVSS suit avec le/les comité/s concerné/s la mise en œuvre des mesures de suivis dans les cas de maintien d'un camarade au sein de son comité ou de sa réintégration au parti dans son comité d'origine ou un autre : protocole de gestion des points de contacts avec les victimes, suivi des formations, entretiens ... 55
- La CVSS apporte ses conseils à toutes les camarades et les comités qui en font la demande dans le cadre des saisines.
- 60 La CVSS peut de droit intervenir à sa demande devant le CPN. 60
- La CVSS dispose des identités et comités des agresseurs, et peut communiquer des informations quant à la saisine de la CVSS le concernant :

- 1 - Pour prévenir l'itinérance d'un agresseur d'un comité à l'autre dans la période où des mesures sont en application. 1
- Aux référentes/cellules VSS des organisations ou cadres dans lesquelles milite la personne mise en cause, dans le cadre du protocole défini par l'inter-organisation VSS.
- 5 - En cas de réintégration des camarades concernés, dans les cas où cela serait possible, celle-ci pourrait être notifiée aux autres organisations (syndicales et/ou associatives) dont les camarades font partie, en indiquant que cette réintégration se fait dans le cadre de notre protocole. 5
- 10 Pour toute suspension ou exclusion, une communication en interne est effectuée de manière systématique dans l'organisation. Le contenu de cette communication est proposé par le comité qui a voté les mesures, en lien avec la CVSS qui s'assure que le texte reflète les faits reprochés et préserve l'anonymat de la victime. Le CE peut émettre un avis mais n'est pas décisionnaire sur les modalités de la communication. 10
- 15 Dans certains cas de suspension, une publication vers l'extérieur peut être envisagée. La CVSS peut publier des communiqués lors d'une exclusion définitive, stipulant qu'il s'agit de faits de VSS. 15
- Adresse mail de contact de la CVSS : contact-cvss@npa2009.org

20 20

25 **DÉCLARATION DU 6^E CONGRÈS DU** **NPA L'ANTICAPITALISTE** 25

30 **Contre l'austérité et le fascisme, le NPA-** **l'Anticapitaliste en ordre de bataille !** 30

- 35 Le 6e Congrès du NPA-l'Anticapitaliste s'est tenu du 28 au 30 mars dans un contexte international et une situation économique et écologique particulièrement lourde de conséquences pour les peuples, les travailleurEs et la jeunesse. L'instabilité du capitalisme pousse partout à la montée des fascismes, du racisme et des guerres. Le NPA-l'Anticapitaliste prendra toute sa part aux résistances face aux défis ouverts par cette situation ! 35
- 40 Depuis dix ans, la croissance des capitalistes tourne au ralenti et malgré les milliards d'aides et de perfusions des États, les capitalistes en veulent toujours plus. Cette compétition capitaliste internationale entraîne une fuite en avant dans l'extractivisme et l'exploitation des travailleurEs. 40
- 45 Les catastrophes écologiques multiples menacent d'atteindre des points de non-retour. Sans réappropriation et décisions démocratiques et collectives des productions polluantes, les sociétés humaines et toute la vie sont en danger. Les crises climatiques, les guerres et les politiques économiques néocoloniales font tomber dans la misère des centaines de millions de personnes poussées sur les routes de la migration, traquées dans nos rues et qui meurent par milliers en Méditerranée comme partout dans le monde. 45
- 50 Dans une large partie du monde, l'extrême droite a accédé au pouvoir : aux USA et en Russie, en Inde comme en Israël, en Italie et en Hongrie... Ces courants politiques soutenus par une large fraction de la bourgeoisie, se renforcent avec au centre de leur projet politique le racisme, les attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTI, la haine de la démocratie, l'exploitation des travailleurEs. Partout, les bourgeoisies se radicalisent, notre camp social doit y faire face et relever la tête. En Turquie, en Serbie, en Grèce... les mobilisations monstres de la population, contre l'autoritarisme, pour leurs droits démocratiques et pour leurs revendications sociales montrent la voie. 50

La dynamique guerrière, autoritaire et écocide concerne aussi celles de l'Union européenne et de la France en particulier. Von der Leyen ou Macron prétendent défendre la démocratie et les droits du peuple ukrainien face à la Russie de Poutine. 60

En réalité, ils ne s'intéressent qu'à la position des impérialismes européens dans la concurrence internationale, comme l'illustrent leur complicité avec la politique génocidaire de l'État d'Israël, leurs ventes des armes aux dictatures, leurs politiques néocoloniales, y compris militaires, notamment en Afrique, voire ouvertement coloniale comme la France en Kanaky ou à Mayotte. 60

65 65

1 Face au scandaleux pacte Trump-Poutine, le NPA-l'Anticapitaliste affirme son antimilitarisme décolonial et s'oppose tota- 1
 1 ment à l'augmentation des dépenses militaires européennes, au détriment de tout le reste ! Pour le NPA-l'Anticapitaliste,
 soutenir la résistance armée et non armée du peuple ukrainien est nécessaire et implique aussi d'annuler la dette ukrai-
 5 nienne, saisir les avoirs des oligarques russes, socialiser, contrôler démocratiquement et réorienter les industries d'arme- 5
 ment ainsi que les industries énergétiques dans l'objectif du désarmement, notamment nucléaire.

De même, le NPA-l'Anticapitaliste soutient la résistance palestinienne et demande des sanctions immédiates contre l'État 10
 d'Israël. Il témoigne sa solidarité avec le peuple palestinien subissant le génocide, l'apartheid et l'occupation. Il dénonce la 10
 criminalisation du mouvement de solidarité.

10 En France, Macron accélère sa politique de soutien au patronat et de casse des services publics. Ce sont plus de 200 10
 milliards d'euros d'argent public qui ont été versés à des entreprises comme Michelin, Auchan, Décathlon, qui licencient 10
 à tour de bras et versent des milliards à leurs actionnaires. Le budget 2025 entérine une nouvelle saignée pour les services 10
 publics de la santé, de l'éducation, la culture... Deux ans après la mobilisation historique du monde du travail et de la 15
 jeunesse contre la réforme injuste et brutale des retraites, Macron et Bayrou s'apprêtent à poursuivre leur volonté de faire 15
 payer aux travailleurEs leurs choix économiques en faisant travailler toujours plus longtemps et toujours plus tard les 15
 travailleurEs. C'est là tout l'enjeu social de ces prochaines semaines. Les militantEs du NPA construisent d'ores et déjà les 15
 luttes qui existent dans la fonction publique, contre les plans de licenciements, pour nos salaires... Au printemps, c'est une 20
 mobilisation et des grèves d'ampleur que l'on doit préparer, dans l'unité des organisations syndicales et politiques, pour 20
 nos retraites, la défense des services publics, l'emploi et les salaires ! 20

Le gouvernement Macron a également décidé de s'appropriier les thèses racistes de l'extrême droite et surfe sur la vague 25
 islamophobe et raciste ambiante. L'islamophobie, le rejet des immigréEs et les fermetures de frontières sont devenues une 25
 partie structurante de la politique française, alimentant la répression, la criminalisation, les interdictions. Le NPA-l'Anti- 25
 capitaliste se tient aux côtés des personnes migrantes expulsées et traquées, des musulmanNEs criminaliséEs et des habi- 25
 tantEs des quartiers populaires contre le racisme d'État. 25

Nous devons développer cette unité notamment contre le RN, parti qui incarne un projet raciste et fascisant aujourd'hui 30
 aux portes du pouvoir. 30

30 Dans la période à venir, le NPA-l'Anticapitaliste défendra son programme auprès de la jeunesse, des quartiers populaires, 30
 dans les entreprises et les luttes sociales, féministes, antiracistes et écologistes et internationalistes, mais aussi aux pro- 30
 chaines échéances électorales, en privilégiant, si les conditions le permettent, les dynamiques unitaires autour du Nou- 30
 veau Front populaire (NFP). 30

35 Dans le prolongement des expériences unitaires au sein du NFP, le NPA-l'Anticapitaliste prend toute sa place dans le dé- 35
 bat politique, programmatique et stratégique nécessaire au sein de la gauche de rupture, notamment avec la direction de 35
 LFI et ses militantEs. Cela passe aussi par des initiatives concrètes et auto-organisées sur le terrain des luttes. 35

40 Nous poursuivons notre engagement pour construire une organisation politique anticapitaliste plus large, qui nous dé- 40
 passe à la fois numériquement et nous renforce politiquement, même si à ce stade les conditions ne sont pas réunies. Nous 40
 poursuivons notre implantation dans les entreprises, la jeunesse et les quartiers populaires et la construction de notre 40
 parti, le NPA-l'Anticapitaliste, sur une ligne à la fois unitaire et révolutionnaire, afin de peser dans la situation actuelle. Plus 40
 que jamais, face à l'extrême droite et au gouvernement, nous devons unir nos forces pour construire un horizon écosocia- 45
 45 liste, porteur d'espoir et de révolution ! 45

Le 30 mars 2025

50 50

55 55

60 60